

Produisons français, un POISON VIOLENT



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Les candidats à la présidentielle sont en pleine surenchère protectionniste. Mais que ce soit consommer ou produire français, cela n'a que peu de sens à l'ère de la mondialisation.

Produisons français, achetons français, faisons travailler les Français... Le Pen, Bayrou, Sarkozy, Hollande et Montebourg se passent et repassent le témoin bleu-blanc-rouge pour tenter de capter le soutien de l'électorat « populaire ». Avec les bilans 2011 et projections 2012 sur le chômage, la croissance, le développement de la pauvreté, la liquidation du secteur public et notamment de l'Éducation nationale, le désastre politique du président-candidat Sarkozy ne se limite pas à son impuissance face à la crise économique et financière. Pour espérer grimper encore un nombre suffisant de marches dans les

sondages à l'approche de l'échéance présidentielle, le chef de la bande du Fouquet's essaie par tous les moyens d'éloigner le débat politique de son centre : une autre répartition des richesses. Après dix jours de brouillage autour du financement des syndicats de salariés et des officines patronales, il est de retour sur le terrain le plus labouré, celui du nationalisme dans sa version « préservation de nos emplois ». Certes, sur ce thème, la concurrence est sévère. Quasiment tous les candidats à la candidature ont cru bon d'affirmer leur volonté de défendre bec et ongles leur version du nationalisme industriel.

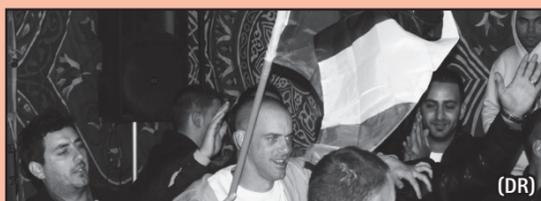
Dans les argumentations, tout est mélangé : selon l'Insee, les emplois industriels seraient passés de 5,3 millions en 2001 à 3,4 millions en 2011. Encore faut-il s'interroger sur la modification de la structure des entreprises qui externalisent les services et les productions hors du « cœur » de leurs activités. Selon la même source, la part des richesses produites par l'industrie serait passée, dans le même temps, de 18 à 13% du PIB. Mais il faut s'arrêter sur les profondes mutations des sociétés : avec le développement des services, y compris à la personne, du commerce, des fonctions supports souvent externalisées et ne sont donc plus

SUITE PAGE 2



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

REGARDS
Entretien avec Dominique Manotti. Page 2



(DR)

ACTU
Libération de 555 prisonniers palestiniens.
Pages 3



CAMPAGNE
Mobilisations
contre la dette.
Page 9

Agenda

22 décembre, Georges I. Abdallah, rassemblement, Paris. 28^e année de détention en France pour Georges Ibrahim Abdallah, communiste libanais, condamné à perpétuité pour complicité dans des actions de résistance à l'impérialisme et au sionisme. La peine de sûreté de quinze ans assortie à sa condamnation est terminée depuis... 1999! Il est donc libérable depuis douze ans! Nous appelons tous ceux qui sont solidaires de ce combat à venir manifester leur soutien à Georges Ibrahim Abdallah et à protester contre son maintien en prison. RV à 18 heures, place Vendôme, face au ministère de la Justice.

9 janvier, logement, meeting unitaire, Paris. « Urgence contre le logement cher! » À l'initiative de la Fondation Copernic et de Droit au logement, avec le soutien de la Plateforme Logement des mouvements sociaux, un meeting unitaire est organisé avec les intervenants suivants: Eva Joly (EE/LV), Philippe Poutou (NPA), Nathalie Arthaud (LO), Pierre Laurent (PCF), Marie-Noëlle Lienemann (PS), Dominique Voynet (EELV), Annick Coupé (Solidaires), Bernadette Groison (FSU), Agnès Naton (CGT), Jean-Baptiste Eyraud (DAL), Willy Pelletier (Fondation Copernic), Serge Incerti-Formentini (CNL), Margaux Leduc (Jeudi noir), la Confédération Syndicale des Familles (CSF), Josiane Balasko, Dan Frank (écrivain), Marina Vlady (comédienne), Albert Jacquart (généticien), Mgr Gaillot, Christophe Alevèque (sous réserve), Agnès Bihl et la graphiste Miss Tic, les dessinateurs Charb et Fajour, pour les visuels. Des familles expulsées, oubliées de la loi DALO, ou simplement étranglées par la cherté des loyers, s'exprimeront par l'entremise de courtes vidéos. RV de 18 h 30 à 22 h 30 au Théâtre du Rond-Point, salle Renaud-Barrault 2bis, avenue Franklin-Roosevelt Paris 8^e (M^o Champs-Élysées - Clemenceau). Entrés libre mais réservation obligatoire: www.theatredurondpoint.fr

14 janvier, antifa, Lille. Mobilisation antifasciste. 14 heures, rassemblement antifasciste, prises de paroles. Place Degeyter, M^o Fives. 15 h 30, conférence-débat: Extrêmes droites en France et en Europe: nouvelles formes du danger; quelles ripostes? Avec André Déchet, auteur de *La galaxie Dieudonné* et Manuel Abramowicz, journaliste à ResistanceS.be, auteur du *Guide des résistances à l'extrême droite*. 18 heures, théâtre forum contre le racisme: « Change ton nom! » par le Théâtre de l'Opprimé, TOP! 20 heures, soirée festive. Salle Alain Colas, 53 rue Marbrerie (M^o Marbrerie).

19 janvier, rencontre débat, Front national, Montreuil. L'institut CGT d'Histoire sociale organise une rencontre-débat sur le thème, « *Le Front national démasqué par l'histoire* ». RV de 9 heures à 17 heures, salle du CCN à la CGT - Montreuil (M^o Robespierre).

Le prochain numéro de Tout est à nous! sortira le 4 janvier.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

PRODUISONS FRANÇAIS, UN POISON VIOLENT

SUITE DE LA PAGE 1

comptabilisés comme activités industrielles. De même, toutes les études établissent que moins de 10% des suppressions d'emplois seraient la conséquence des délocalisations. En fait, pour l'essentiel, elles sont la conséquence directe de l'augmentation de la productivité du travail et des restructurations des entreprises. Il faut moins de temps pour fabriquer une voiture ou un lave-linge? Alors travaillons moins!

LES INTROUVABLES PRODUITS FRANÇAIS

En ce qui concerne les déficits commerciaux, le commerce intra-européen représente plus de 70% des échanges des pays de l'Union européenne. La plus grosse partie du déficit commercial de l'UE provient des échanges portant sur l'énergie et les matières premières avec les pays du Sud. Le commerce européen est légèrement excédentaire sur l'ensemble des biens manufacturés et agricoles. Quant aux produits « français », bien difficile d'y retrouver ses petits dans l'automobile, l'électroménager, l'électronique ou l'informatique. La plupart

de leurs composants sont fabriqués chez des sous-traitants qui font très souvent partie de groupes internationaux, utilisant des matières premières achetées sur les marchés mondiaux et dont seul l'assemblage est réalisé en France. Au total, il n'existe aucune mesure économique permettant de défendre une production industrielle nationale. La défense de mesures protectionnistes, quelles qu'elles soient (sociales, écologiques, monétaires) par un pays, la France, ou une zone économique, l'Union européenne, signifierait, de fait, que nous avons des intérêts communs avec les classes dirigeantes de ces pays. Elle entraînerait des mesures de rétorsion de la part des autres pays et une guerre commerciale généralisée. Elle aboutirait à un renforcement de la concurrence entre les États, au Nord comme au Sud, au nom de laquelle de nouveaux sacrifices seraient demandés aux salariés. Il ne s'agirait pas d'un premier pas vers une coopération entre les peuples mais d'une logique qui ne peut qu'opposer les salariés entre eux suivant leur nationalité, nourrissant ainsi le

nationalisme et la xénophobie. Ainsi, on revient au motif réel de l'ouverture de tels débats: il s'agit pour la bourgeoisie, les gouvernements et politiciens à leurs ordres ou complices, de faire des travailleurs chinois, indiens ou brésiliens la cause de tous nos maux et d'esquiver leurs responsabilités politiques, économiques, sociales. La réduction massive du temps de travail, l'interdiction de tous les licenciements avec des choix de production répondant aux exigences sociales et écologiques sont plus que jamais des éléments clefs de notre programme. Évidemment, ce ne sont pas ceux des Moody's, Standard and Poor's pour qui les élèves bien notés sont les cancre des droits sociaux.

Robert Pelletier

regards

Propos recueillis par Dominique Angelini



Dominique Manotti (DR)

« Donner aux BAC un armement lourd, c'est s'enfoncer dans l'impasse »

Dominique Manotti, auteure de *Bien connu des services de police* a répondu à nos questions concernant la décision du gouvernement de doter les BAC de fusils à pompe.

Vous parlez parfois de « guerre civile de basse intensité » entre les forces de l'ordre et les habitants des banlieues. Pouvez-vous nous expliquer ce que vous entendez par là?

Guerre civile de basse intensité ou forces d'occupation, il y a derrière ces expressions l'idée que la stratégie policière est pensée par le gouvernement en termes militaires. Les quartiers sont conçus comme des espaces peuplés « d'étrangers » à notre culture, à notre identité nationale, des peuplades dangereuses, qu'il convient de quadriller pour garder la maîtrise du territoire. Les BAC ont été conçus précisément pour cette tâche. D'où les incessants contrôles d'identité, la plupart du temps au faciès, qu'elles pratiquent en toute illégalité. Les BAC sont un apprentissage à l'illégalité. En guerre, il n'y a plus d'autre loi que celle du vainqueur ou de l'occupant. Autre signe très alarmant: les policiers se plaignent de se heurter au mur du silence. La population ne collabore pas avec eux, quand ils sollicitent témoignages ou informations. C'est vrai, et cela devrait faire réfléchir leurs grands stratèges. Ceci dit, nous sommes encore dans le domaine de la « basse intensité ».

Alors que Sarkozy vient d'annoncer que les BAC seront équipées de fusils à pompe, vous mettez en cause leur existence même, car elles seraient inefficaces contre la délinquance. Quel est leur rôle, selon vous?

On retrouve la première question. Elles sont inefficaces contre la délinquance, parce qu'elles n'ont pas été conçues pour cela. Pour lutter contre la grande criminalité, il faut une police judiciaire qui ait la volonté, le temps, les moyens d'enquêter au long cours, dans la discrétion, pour pénétrer les réseaux et les démanteler. Pour lutter contre ce qu'on appelle les « incivilités », la petite délinquance de « proximité », il faut une police qui soit proche de la population, bien admise, bien renseignée. Les BAC ne sont ni l'une ni l'autre. Dans mon roman, *Bien connu des services de police*, je raconte de nombreuses anecdotes autour des BAC: maraudes improductives, puis brusques concentrations sur un point d'intervention sans connaissance des circonstances et du terrain, souvent maladroites, « inappropriées » et contreproductives, et pour finir, bavures couvertes par la hiérarchie et la justice. Didier Fassin, dans son enquête sociologique, *La force de l'ordre*, décrit la même situation. Le constat est là. Donner aux BAC un armement lourd, c'est tout simplement poursuivre la logique de la vision militaire de la police dans les quartiers, c'est continuer l'escalade de la force et de la violence, c'est s'enfoncer dans l'impasse. L'inquiétude devient palpable chez les flics. Certains ont demandé si on envisageait de patrouiller en chars d'assaut dans les quartiers. On passerait alors de la basse intensité au degré supérieur? C'est peut-être le moment d'ouvrir un débat un peu large sur une police un peu plus démocratique.

Votre roman « Bien connu des services de police » met en scène une commissaire qui appliquerait à la lettre les consignes du ministère de l'Intérieur. Pensez-vous que cela corresponde à une réalité et que la police est satisfaite de la politique prônée par l'État? Non, ma commissaire n'applique pas à la lettre la politique du ministère de l'Intérieur, elle fait bien plus, elle la pense, elle contribue à l'élaborer. Avec elle, j'ai voulu saisir cette pensée en formation. Par son histoire familiale, qui plonge dans la guerre d'Algérie et le souvenir de cette défaite politique qui ne passe pas, elle se rattache à l'un des courants de la société française sur lequel s'appuie le sarkozysme. Et c'est un courant qui me semble avoir un enracinement profond dans la police. J'ai été souvent surprise par la force

et la rancœur avec lesquelles remontaient des évocations de la guerre d'Algérie. Il ne faut pas oublier, dans l'histoire de la police française, l'intégration des policiers qui reviennent d'Algérie, en 1961-1962. La flambée de l'extrême droite, FN et au-delà, dans la police pendant les années Mitterrand, a aussi laissé des traces. Il y a tout cela dans le roman. L'idée, souvent exprimée, que la police française est majoritairement « républicaine » ou « de gauche » me paraît dépassée. Ce serait en rester aux vingt années de l'après-guerre, quand la tradition de la Résistance était encore vivace. C'est fini. La police est-elle satisfaite de la politique de Sarkozy? Il est impossible de parler de « la police » comme d'un corps homogène. Mais il existe un mécontentement, un mal-être profonds et généralisés, liés aux conditions mêmes d'exercice du métier, à la politique que prône le gouvernement (et non l'État). Et cela, indépendamment des choix ou engagements des uns ou des autres. On a beaucoup évoqué les causes: la politique du chiffre, la rupture entre la police et la population. La peur aussi. Il faut parler du taux très élevé de suicides dans la police, un par semaine en moyenne, c'est un indice incontournable du mal-être policier. À ce propos, il est stupéfiant que les syndicats de policiers se taisent là-dessus. Cela montre à quel point ils sont dépendants du pouvoir.

1. Serie noire, Gallimard, 15 euros.



BAC filmant des manifestants à Saint-Lô. (PHOTO THÉQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

Retraite à 60 ans, Hollande recule déjà !

Le PS l'avait promis, s'il revenait au pouvoir, que la contre-réforme de Sarkozy sur les retraites serait remise en cause. Mais Hollande est passé par là, et il semble que la retraite à 65 ans sera gravée dans le marbre socialiste...

Au fur et à mesure de l'accélération de la campagne présidentielle, certains thèmes émergent, communs aux principaux candidats, déclarés ou non, notamment Sarkozy et Hollande: la sécurité, bien sûr. Ou, plus récemment, la réindustrialisation. Mais aussi, les retraites...

Ainsi, la semaine dernière, François Hollande a été conduit à «clarifier» sa position. Lors de l'adoption du *Projet socialiste* au printemps dernier, beaucoup avaient compris que le PS – et son candidat à l'élection présidentielle – s'étaient engagés à rétablir le droit à la retraite à 60 ans. Tout au plus des esprits chagrins – au rang desquels il faut bien compter le NPA... – avaient-ils souligné que, par contre, le PS ne s'était pas engagé à revenir sur les décisions successives d'allongement de la durée de cotisation nécessaire pour toucher une retraite pleine et entière. En gros, on pouvait craindre qu'une fois revenue au pouvoir la gauche social-libérale ne prenne une décision purement symbolique – le rétablissement du droit à la retraite à 60 ans – mais assez formelle: les salariés auraient le «choix» de partir à 60 ans... mais avec une retraite amputée pour tous ceux qui n'auraient pas leurs annuités. Or chacun voit bien qu'avec une entrée de plus en plus tardive des jeunes sur le

marché du travail, la catégorie de ceux qui, à 60 ans, n'auront pas leurs 41 ou 42 ans de cotisation va aller en augmentant. Situation encore aggravée pour de nombreuses femmes aux carrières professionnelles incomplètes...

En fait, il s'avère que même les plus critiques à l'égard du PS étaient en dessous de la vérité! Sur RTL, interrogé pour savoir quand les salariés pourront partir en retraite s'il est élu, François Hollande a répondu: «ceux qui ont commencé leur vie professionnelle à 18 ans, qui ont fait 41 années de cotisations, 42 ans, pourront partir à 60 ans. Ceux qui n'ont pas leur durée de cotisations ne le pourront pas». En quelques mots, tout est dit: non seulement les salariés qui n'ont pas 42 ans de cotisations ne pourront pas partir à 60 ans avec une retraite pleine et entière... mais ils ne pourront même pas partir avec une retraite amputée par le système des décotes. En bref: ils ne pourront pas partir à 60 ans! En clair, c'est la fin de la promesse du rétablissement de la retraite à 60 ans...

DU PROJET AU PROGRAMME
Ce «quiproquo» à propos des engagements du candidat PS est



assez éclairant sur au moins deux questions importantes: d'abord, ses véritables intentions en matière de retraite, et ensuite, son rapport au projet socialiste et, plus généralement, aux positions de son parti. En fait, comme l'avaient laissé percer ses échanges avec Martine Aubry au cours des débats des primaires, la position de Hollande n'est pas tout à fait nouvelle. D'ailleurs, au mois d'octobre, le député socialiste Pascal Terrasse – par ailleurs conseiller de Hollande sur la question des retraites – avait lâché le morceau: «Il y a à la fois ce que les gens ont compris, ce que dit le PS, et ce qu'on fera. C'est trois choses différentes... C'est compliqué. Ce que les gens ont compris, c'est les socialistes, s'ils reviennent au pouvoir, vont remettre la retraite à 60 ans [à taux plein pour tout le monde]. Ça, ça n'a jamais été dit». Et d'ajouter: «la vérité c'est

qu'il faut qu'on aille à 65 ans sur la borne d'âge, pour arriver à trouver un équilibre financier compte tenu des enjeux démographiques lourds que nous avons». Avec les dernières déclarations de Hollande, nous ne sommes donc sans doute pas au bout de nos (mauvaises) surprises! Quant au respect du *Projet* (socialiste) par le candidat (socialiste), au cours de cette même intervention sur les ondes de RTL, François Hollande a été tout à fait explicite: «le candidat prend ses engagements devant le pays... Et donc, il y a, à chaque fois, un projet d'un parti, et le candidat prend dans ce projet ce qui lui paraît le plus essentiel.» Autrement dit, le candidat n'est pas plus engagé que ça par les positions du PS...

François Coustal



Par **Jean-François Cabral**

ÉGYPTE : LA DICTATURE EST TOUJOURS EN PLACE !

Les images ont fait le tour des réseaux sociaux: des charges de soldats et de policiers d'une violence inouïe contre les manifestantEs de la place Tahrir, l'acharnement des forces de l'ordre, la volonté de blesser, mutiler, humilier... Avec au final, une dizaine de morts supplémentaires ce week-end. Pour le Conseil suprême des forces armées (CSFA) qui a pris le pouvoir après le départ de Moubarak en février dernier, l'heure est à la reprise en main. Il s'agit de traiter les opposants comme de vulgaires voyous et de les isoler, avec la volonté d'attiser la colère et la panique au sein d'une population encore largement rurale, toujours soumise à une propagande incessante. Cette offensive fait suite à des mois de harcèlement au cours desquels l'armée n'a eu de cesse de condamner devant ses tribunaux des dizaines de milliers d'Égyptiens anonymes, coupables de croire en la démocratie, avec toujours les mêmes méthodes de torture pour extorquer les aveux. L'heure est en même temps à essayer de stabiliser la situation grâce aux élections. Les militaires n'ont aucune raison de les craindre même si le «coup d'État constitutionnel» destiné à leur donner légalement tous les pouvoirs a fait long feu, il y a quelques semaines. Les Frères musulmans ne veulent pas être de simples marionnettes entre les mains du CSFA, mais ils feront tout pour préserver un ordre social qui devient chaque jour plus insupportable avec l'augmentation des prix, le sous-emploi... Pourtant l'armée (qui contrôle directement 25% de l'économie) et la classe dominante auraient tort de se réjouir si vite. La révolution est un processus de longue durée, avec ses flux et ses reflux. La naissance d'un mouvement ouvrier indépendant est à peine entamée, et déjà la vague de grèves qui secoue régulièrement le pays est la plus importante depuis la chute de Moubarak. Tout ne se joue pas place Tahrir loin de là, ou dans les urnes. Le peuple d'Égypte, sa population laborieuse, les femmes qui luttent pied à pied pour leur émancipation, doivent pouvoir compter sur notre solidarité.

550 prisonniers palestiniens, dont Salah Hamouri, libérés!

Salah Hamouri est libre. Dimanche, nous étions aux côtés de sa famille et de ses amis pour l'accueillir à sa sortie de prison. Il aura fallu attendre 20 h 30 pour que les autorités israéliennes autorisent la famille à venir le chercher. Une seule voiture, deux personnes, ce sont les consignes. Un retour à Jérusalem grandement fêté par sa famille et le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), son parti politique. Un retour à Jérusalem après sept années d'emprisonnement. Salah Hamouri a été accusé d'appartenir au FPLP et d'avoir préparé un attentat. La justice militaire israélienne qui manquait de preuves a proposé un marchandage à l'époque: plaider coupable et ne faire «que» sept ans de prison au lieu des quatorze initialement prévus. Salah devait être libéré le 28 novembre, mais il sort ce soir en même temps que 549 autres prisonniers palestiniens (dont 55 mineurs et 6 femmes). La plupart de ces détenus étaient en fin de peine. Ils faisaient partie de la deuxième vague de libération, la première ayant eu lieu il y a quelques semaines avec l'échange de Gilad Shalit contre 477 prisonniers

palestiniens. Ces derniers subissent des restrictions de déplacement, la plupart ont été renvoyés à Gaza (d'où ils ne venaient pas forcément), ils ont été accueillis par le Hamas mais ne peuvent pas tous revoir leur famille car il est plus difficile de se rendre à Gaza que dans un autre pays quand on vient de Cisjordanie. Cette remise en liberté est limitée puisqu'elle envoie ces prisonniers dans une bande de terre emmurée, passant ainsi de leurs cellules sordides à une prison à ciel ouvert. Depuis 1967, 650 000 Palestiniens ont été emprisonnés. Chaque famille connaît la détention, son arbitraire et sa violence. Ils sont plus de 6 000 prisonniers politiques dont des femmes et des enfants (incarcérés dès l'âge de 12 ans!), répartis en 20 prisons et autres centres de détention en Israël. Les conditions de détention ne respectent pas le droit international et la Fédération internationale des droits de l'homme a souvent fait remarquer ces manquements. Les présumés coupables peuvent rester 32 jours sans accès à un avocat. Dans les prisons, la nourriture et les services sanitaires sont insuffisants, les services médicaux déficients, certains détenus ne voient pas leur

famille qui n'obtiennent pas de permis de visite, et plus de 85% de prisonniers palestiniens sont victimes de torture: isolement, privation de sommeil, tortures physiques et morales, les prisonniers ne bénéficient pas de procès équitables et reçoivent des peines démesurées (parfois plusieurs fois la peine à perpétuité). Dans ces conditions, 95% des Palestiniens choisissent de plaider coupable pour alléger leur peine. Une fois de plus, Israël ne respecte pas le droit international. Le gouvernement a ratifié la convention internationale contre la torture mais les militaires israéliens la font subir quotidiennement aux prisonniers palestiniens selon les ONG israéliennes. Le système carcéral israélien n'est qu'une facette d'une politique d'apartheid qui vise à parquer les Palestiniens dans des bantoustans et à casser toute velléité de résistance. Le système judiciaire israélien n'est que le reflet d'un État colonial, un État raciste. La campagne BDS veut réaffirmer le droit du peuple palestinien à son autodétermination, faire pression sur les gouvernements jusqu'à ce qu'Israël respecte le droit international.

Linda S., Rola E., Max B.



(DR)

POUTOU 2012

Ouvrier dans l'automobile, candidat anticapitaliste



En campagne

Trouble-fête

La campagne présidentielle, dont Sarkozy voudrait avoir planté le décor lors de son discours de Toulon et à travers les sommets de crise européens où il se dresse sur ses talonnettes pour prendre la pose du sauveur de l'Europe, s'annonce d'ores et déjà comme un concours de démagogie, de faux-semblants et d'hypocrisie.

Sarkozy a donné le ton. En 2008, il prétendait que «le marché tout puissant qui décide de tout, [c'était] fini»! Aujourd'hui, il est obsédé par le AAA, complaire au marché en se pliant aux agences de notation. Et au nom de la lutte contre les déficits et la dette publique, lui et Merkel engagent l'Union européenne dans la fuite en avant de l'austérité durable. Pour, dans le même temps, déclarer sans sourciller: «dans la situation où se trouve l'économie, je ne conduirai pas une politique d'austérité qui aggraverait la récession»!

François Hollande vient de s'autoproclamer «candidat de la justice» face au «président qui a été celui des inégalités». Quelle justice? Il ne s'engage même pas à revenir sur les réformes de Sarkozy, même pour la retraite à 60 ans. Il veut donner du «sens à l'austérité» et, à peine Bayrou a-t-il annoncé sa candidature qu'il s'est dit prêt à l'intégrer à sa «majorité présidentielle». Bayrou qui s'affiche comme le candidat des entreprises, le plus virulent contre les 35 heures et qui trouve que Sarkozy n'en fait pas assez... «Il appartient à la famille», a certifié Guéant, ce qui n'a pas empêché Eva Joly de saluer en lui un «homme de constance et de courage»!

Tout ce petit monde s'agite en vase clos. Chacun essaie aussi de trouver son originalité pour exister en prenant «le peuple» à témoin. Difficile à l'heure où les banques dictent leur volonté aux États. À ce cynique petit jeu, la gagnante pourrait être la plus cynique, Marine Le Pen. Le Front de Gauche et Jean-Luc Mélenchon, disent, selon Patrick Le Hyaric dans *l'Humanité*, se mettre «à la disposition de la majorité de nos concitoyens, qui, aujourd'hui, sont déterminés à chasser M. Sarkozy du pouvoir pour construire avec eux un rassemblement majoritaire pour faire reculer l'austérité, le chômage, la pauvreté, sortir de la crise et changer l'Europe».

La candidature de Philippe Poutou se situe dans une perspective différente. Notre camarade Philippe Poutou, l'ouvrier candidat, veut révéler l'hypocrisie des discours des candidats du monde politique face à la réalité de la vie de la majorité de la population pour donner une crédibilité à nos propres réponses. Philippe défend des mesures d'urgence face à la crise en proposant de les financer en prenant l'argent là où il est, chez les financiers et les gros actionnaires, les riches, et, d'abord, en refusant de payer la dette. Il aspire à bousculer le jeu institutionnel, à interpeller du point de vue des exploités les autres partis et les responsables de la crise.

Nous ne postulons pas à un rassemblement majoritaire fait de combinaisons parlementaires. Notre démarche démocratique vise à construire un rassemblement majoritaire dans les mobilisations et les luttes en travaillant à l'unité, l'unité du monde du travail pour faire face à l'offensive des banques, du grand patronat, de leur État, l'unité aussi des anticapitalistes pour construire une force capable, au cœur même de ces mobilisations, d'offrir une perspective globale pour en finir avec le pouvoir de l'argent, la dictature des marchés, conquérir les moyens de contrôler la marche de la société, par en bas, une réelle démocratie pour et par les travailleurs.

Yvan Lemaître

Sortir de l'euro ? Sortir du capitalisme !

Face à la crise, le FN tente d'apporter des réponses de repli nationaliste qui ne peuvent que remplacer une guerre économique par une autre.

Alors que les menaces d'éclatement de la zone euro restent prégnantes, le Front national impose dans le débat public le thème de la «sortie de l'euro». Lors de son premier meeting de campagne, le 11 décembre à Metz, Marine Le Pen l'a fait de façon particulièrement agressive et démagogique, stigmatisant les dirigeants de gauche qui «comme de vulgaires affairistes de droite, se sont soumis aux marchés financiers, à l'Europe ultra libérale, à la concurrence sauvage, défendant les banques et la monnaie des banques, l'euro.» Le retour au franc, dont elle prétend qu'il permettrait d'empêcher les délocalisations et fermetures d'usine, devient ainsi l'apanage des «nationaux» opposés aux «francophobes et européistes» du PS et de l'UMP. Deux jours plus tard, le journal *les Échos* – lié aux cercles dirigeants de l'industrie et de la finance – se fendait d'un dossier spécial sortie de l'euro, consacré à démontrer qu'une telle mesure, nécessairement doublée d'une dévaluation, entraînerait une catastrophe économique bien pire que ce que l'on connaît aujourd'hui, avec la perte d'un million d'emplois en dix ans et une chute brutale des salaires. Peu importe que le «modèle» utilisé par l'Institut Montaigne, célèbre think-tank néolibéral, pour opérer de telles projections ait en réalité été élaboré pour mesurer l'impact économique de fluctuations monétaires mineures – il fallait répondre vite et cogner fort. Cette réaction est à la mesure de la peur des «marchés» face à la perspective

de défauts en cascade sur le paiement des dettes publiques. Selon *les Échos*, le «scénario catastrophe» d'une sortie de l'euro provoquerait sur ce plan «un effet dominos presque instantané: la facture serait alors salée pour tout le monde, y compris les investisseurs non résidents» et les pertes financières seraient «concentrées sur les banques et les investisseurs institutionnels de la zone euro»...

Nous avons souligné à plusieurs reprises la contradiction fondamentale de l'euro et de l'Union européenne: une monnaie unique sans État, un espace de «concurrence libre et non faussée» sans politique économique commune, c'est-à-dire des constructions largement artificielles qui n'aboutissent qu'à consacrer la loi du plus fort, tout en développant des déséquilibres qui à terme menacent la stabilité de l'ensemble. Or, pour essayer maintenant de sortir de ce piège, les capitalistes et les gouvernements de la zone euro et de l'UE ne proposent qu'une fuite en avant, aggravant leurs caractéristiques antisociales et antidémocratiques. Les diverses solutions envisagées de «fédéralisme» conduisant à des «abandons de souveraineté» ne feraient que dessaisir davantage les peuples de la maîtrise de leur destin, tandis que la «règle d'or budgétaire» que le dernier sommet européen entend imposer ne conduirait, partout, qu'à davantage d'austérité et de misère.

Avec un maximum de démagogie, le FN s'efforce de surfer sur cette situation avec ses réponses «simples» de retour aux



frontières, à la monnaie et à un capitalisme national, combinées à ses habituelles thématiques xénophobes et racistes. Il nous revient de démontrer que ces prétendues solutions signifient remplacer une forme de guerre économique par une autre, non moins périlleuse puisque les travailleurs de chaque pays se retrouveraient, comme durant la plus grande partie du XX^e siècle, enrôlés derrière leur propre bourgeoisie nationale. Mais il est un fait que les ravages de la «construction européenne» des capitalistes et des financiers menacent aujourd'hui jusqu'à l'idée européenne. Seuls les anticapitalistes peuvent proposer l'alternative d'une autre Europe, en rupture avec les traités et

institutions existants, fondée sur la démocratie, la collaboration et la solidarité entre les peuples, l'harmonisation sociale par le haut, le développement de services publics communs. Une Europe dont le but n'est pas de payer les dettes publiques pour enrichir encore les riches mais de la répudier pour défendre les conditions de vie des travailleurs et des pauvres; une Europe qui ne se propose pas de sauver les banques telles qu'elles existent aujourd'hui mais de les saisir et les socialiser, afin de mettre l'économie au service du plus grand nombre. En bref, une Europe qui commence à rompre avec le capitalisme.

Jean-Philippe Divès

Échos de campagne

À la rentrée, on continue



Philippe a participé, vendredi 16 décembre, au meeting d'ouverture du stage national de formation des jeunes du NPA. Aux côtés d'une camarade grecque et d'un membre du secrétariat jeune du NPA, il a brièvement présenté la situation politique et les axes de la campagne. Le débat a permis de tirer un bref bilan du premier semestre et de commencer à réfléchir à notre campagne de rentrée. Il s'agira de confirmer les succès de ce début d'année scolaire, en multipliant les réunions publiques et les meetings dans les villes, les lycées, les universités... Sans oublier

les mobilisations contre l'austérité (universités en faillite, suppressions de postes dans l'Éducation, bourses non versées, précarité...). Les luttes et la campagne ne s'opposent pas. Au contraire, la seconde permet de les relayer. Les militantEs du secteur jeune du NPA, venus de plusieurs régions, ainsi que des sympathisantEs qui ont participé aux petites mobilisations locales du premier semestre, ont donc particulièrement apprécié cette rencontre. Elle s'est poursuivie tard, autour d'un apéro convivial.

Correspondant

Échos de campagne

Philippe Poutou à Reims, un bon redémarrage...

Une centaine de personnes s'est réunie dans une bonne ambiance, jeudi 15 décembre, pour un meeting à Reims avec Philippe Poutou. Un camarade salarié de Bosal Le Rapide, entreprise où 93 emplois sur 144 sont menacés et où Philippe s'était rendu en soutien il y a un mois, a ouvert la réunion. Franck, du comité ville, agent d'une collectivité territoriale, est intervenu sur la situation dans la région et sur ce que nous cherchons à faire localement avec le NPA. Ensuite, Damien, étudiant au comité jeunes, a rappelé les conséquences sur la jeunesse du système capitaliste et de la crise, les revendications du NPA et les moyens de les imposer. Applaudi par toute la salle, Christos, un camarade grec, a parlé de la situation politique en Grèce et le rôle que doivent y jouer les organisations anticapitalistes et révolutionnaires. Philippe a ensuite pris la parole devant un public très attentif, composé essentiellement

de personnes non militantes et en bonne partie jeunes. Il est revenu sur la crise de la dette et les attaques de la classe dirigeante contre les jeunes et les travailleurs tout en soulignant les résistances et le programme d'urgence du NPA autour des quatre axes programmatiques. Un débat a eu lieu avec la salle qui a beaucoup participé avec des remarques et des questions en particulier sur l'expropriation des banques et la façon d'imposer notre programme. La préparation et la réussite du meeting était la première grosse échéance militante pour le comité de Reims depuis sa reconstruction récente et il a permis de se tourner vers l'extérieur. Nous avons pu intervenir sur différents lieux de travail, l'ensemble des marchés populaires ainsi que dans les lycées et facs de la ville où nous avons eu de très bons retours. Dans la presse locale, différents articles, ces dernières semaines, ont parlé de la venue de Philippe et une interview a été réalisée par la radio France Bleu



Champagne. Près d'une vingtaine de personnes ont pris contact pour continuer les discussions et mener la campagne ensemble... Le NPA continue de susciter les sympathies... **Damien, comité Jeunes NPA Reims**

Agenda

**MEETINGS
AVEC PHILIPPE
POUTOU**

Samedi 14 janvier, Villefranche-de-Rouergue.
Réunion publique

Jeudi 19 janvier, Tarbes.
Réunion publique à 18 heures, amphithéâtre de la Bourse du travail Place des Droits-de-l'Homme.

Jeudi 19 janvier, Pau.
Réunion publique à 20 h 30. Salle 707 Complexe de la République, 8 rue Carnot.

Vendredi 20 janvier, Blois.
Réunion publique à 20 heures. Salle des Sarrazines, rue Latham.

Lundi 23 janvier, Poitiers.
Réunion publique à 20 h 30. Salle Timbaud, Maison du Peuple, Rue Saint-Paul.

Jeudi 26 janvier, Metz.
Réunion publique

Vendredi 27 janvier, Marseille.
Meeting.

Jeudi 2 février, Strasbourg.
Réunion publique

Vendredi 3 février, Besançon.
Réunion publique à 20 heures. Au Kursaal, place du Théâtre.

Signatures, jusqu'au bout !

Que vaut le Père Noël en période de crise et d'austérité? Nous allons voir cela et le vérifier pendant toutes les vacances sur les routes, rouges comme le Père Noël, équipés de traîneau et du GPS reçu au pied du sapin. Le regain de mobilisation paye puisque nous avons franchi la barre des 300 signatures (à l'heure où cet article est écrit). Les signatures sont notre premier tour et c'est bien la plus grande épreuve que nous ayons à traverser pour porter nos idées et les diffuser au plus grand nombre. Sans ces fameux parrainages, les opposantEs à l'austérité, au paiement de la dette, au lobbying nucléaire perdront une voix précieuse. La crise sera bien présente dans les débats ces prochains mois, mais ce sont les réponses que nous voulons y apporter qui nécessitent notre présence à cette échéance électorale et donc la quête des parrainages. La bataille est difficile, de nombreux candidats s'égosillent comme nous contre l'injustice de la règle des 500 parrainages. Nous dénonçons ce système mais à la différence de nombreux «petits» candidats, le NPA est un parti de militantEs, un parti implanté partout sur le territoire qui a donc les moyens d'arracher ces parrainages. Il n'y a pas plus de difficultés aujourd'hui qu'en 2007 pour Olivier Besancenot, si ce n'est notre départ sur les routes tardif. Pas plus difficile, car déjà dans beaucoup de départements, les camarades qui partent nombreux, souvent, et qui sont également bien implantés

localement, battent des records. Dans l'Eure et l'Aisne 22 promesses comme en Gironde ou en Seine-Maritime, nous dépassons très largement le nombre de parrainages obtenu en 2007 pour Olivier. Ces bons chiffres ne doivent pas nous faire oublier l'urgence : il faut être au plus près des 500 parrainages à la mi-janvier, car une campagne présidentielle entraîne certaines contingences matérielles elles-même conditionnées par l'obtention des parrainages. À partir du 24 février, nous devons, en trois semaines, transformer toutes nos promesses en parrainages officiels, c'est-à-dire retourner voir tous les maires qui nous ont accordé une promesse, tout en continuant à chercher de nouveaux parrainages. C'est au prix de cet effort que nous parviendrons à déposer le 16 mars nos plus de 500 parrainages et que nous pourrons enfin nous concentrer à 100% sur notre campagne. Comme pour toutes nos activités militantes, nous n'avons pour seul moyen d'existence et d'apparition notre effort militant, notre mobilisation. Les périodes de vacances seront propices aux départs et donc aux signatures, c'est notre priorité et nous sommes déterminés à aller jusqu'au bout.

Thibault Blondin

Dehors la droite, à bas toutes les droites !

Boutin, Morin, Villepin... les candidatures ne cessent de tomber à droite, montrant l'impopularité de Sarkozy dans son propre camp. Mais c'est contre toutes les politiques de droite que nous devons lutter.

Sans aucun doute, c'est à droite que le nombre de candidats déclarés à l'élection présidentielle est le plus important. Difficile de savoir à l'heure actuelle si Nihous, Boutin, Morin ou Villepin obtiendront les 500 parrainages. Mais une chose est sûre : le candidat Sarkozy prend un peu plus de plomb dans l'aile avec tous ces rivaux issus de son propre camp politique. Être incapable pour un président sortant de faire rentrer dans le rang des politiciens crédités d'à peine 1% des voix, c'est révélateur pour Sarkozy d'une fin de règne annoncée. Ce n'est pas seulement l'habituel panier de crabes de la droite qui s'agite avant toute période électorale, c'est le symptôme d'une pression renforcée sur les partis institutionnels depuis l'aggravation de la crise, et notamment sur celui qui est au pouvoir. Sarkozy, Fillon et tous

leurs laudateurs sont de plus en plus détestés par les couches populaires et les jeunes. Il y a donc une carte à jouer : se démarquer de Sarkozy pour se préserver un avenir politique. Sans doute sans trop y croire pour 2012... mais en misant sur l'instabilité politique qui risque de s'accroître dans les années à venir et ainsi se laisser toute latitude pour jouer un jour ou l'autre les recours possibles. Ainsi, le dernier à s'être déclaré est Villepin, ancien Premier ministre de Chirac qui avait mis toute la jeunesse dans la rue contre lui en 2006, avec son projet de Contrat première embauche, a pris la posture de l'homme «au-dessus des partis» héritée des vieilles heures de gloire du gaullisme. Villepin, entre deux affaires judiciaires (après le procès Clearstream, ce sont désormais ses relations amicales avec l'ancien président du groupe Relais et

Châteaux écroulé pour malversations financières qui focalisent l'attention des juges...), aura-t-il le temps de faire autre chose que des déclarations télévisuelles grandiloquentes? En tout cas, son couplet sur la nécessité d'un gouvernement d'union nationale pour sortir le pays de la crise n'est pas sans faire écho à la situation actuelle en Grèce où le gouvernement rassemble toutes les forces politiques, des socialistes à l'extrême droite. Villepin fait une offre de service aux classes possédantes : il se tient en réserve au cas où. Tout comme Juppé pourrait un jour ou l'autre le faire. Au fur et à mesure, que, entre Bayrou d'un côté et Le Pen de l'autre, les marges de manœuvres électorales de l'UMP se rétrécissent, une partie de ces politiciens va chercher à reprendre son indépendance. Les rats quittent le navire en quelque sorte.

Voir Villepin, ce vieux cheval, de retour, ou Boutin, cette vielle réactionnaire, prétendre incarner une autre voie que celle de Sarkozy, cela fait sourire du côté des anticapitalistes que nous sommes assurément! Les voir se déchirer fait plaisir. Tout ce qui affaiblit nos ennemis est bon à prendre. Si la droite perd le pouvoir, ce sera à la fois en raison du rejet profond de sa politique par les classes populaires et de ses divisions internes. Le candidat de la gauche institutionnelle sera sans doute celui qui tirera les marrons du feu de cet épisode électoral. Mais pour le NPA et son candidat, Philippe Poutou, il faut non seulement dégager Sarkozy mais aussi toutes les politiques de droite. Il faudra pour cela un autre terrain que celui des urnes : celui des luttes et du «tous ensemble».

Marie-Hélène Duverger



Livres à lire

À l'approche des fêtes de fin d'année, *Tout est à nous!* propose quelques livres à lire ou à offrir, pour se distraire comme pour se former politiquement. Des ouvrages à commande à la librairie la Brèche.

ROMAN
SÉCHERESSE

J. G. Ballard

Traduction : Michel Pagel

Folio SF / Gallimard / 6,80 euros

Au lendemain de la conférence de Durban, se plonger dans ce roman, c'est s'offrir une sorte d'avant-goût de l'apocalypse climatique. Pas de montée des eaux ni de tsunami cette fois, mais l'inverse, le développement sur l'ensemble du globe d'une sécheresse exceptionnelle : absence de pluie, abaissement des nappes phréatiques, assèchement des fleuves... Les villes se vident et les populations se regroupent le long des côtes.

À l'origine du phénomène, une mince pellicule solide, qui recouvre les eaux territoriales du globe, « générée par les immenses quantités de déchets industriels déversées dans les océans ». Au-delà de la question écologique, fortement présente, c'est son implication sur les individus qui intéresse Ballard : comment des situations extrêmes font exploser le vernis de civilisation qui recouvre nos actes et nos valeurs, notamment quand implose la société industrielle.

Henri Clément



HISTOIRE

HISTOIRE POPULAIRE DES SCIENCES

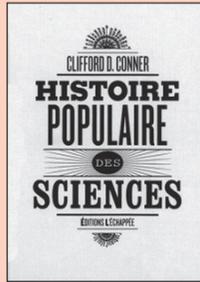
Clifford D. Conner

Traduction : Alexandre Freiszmuht

L'Échappée / 28 euros

Tel Howard Zinn avec *l'Histoire populaire des États-Unis*, l'historien Clifford D. Conner nous livre une histoire des sciences et des techniques inédite. En effet, les grandes découvertes découlent de recherches et de savoirs collectifs acquis au cours de l'humanité. Ainsi les chasseurs-cueilleurs, les petits paysans, les marins, les mineurs, les forgerons, les guérisseurs, toutes ces travailleurs et travailleuses, véritables oubliés de l'histoire, ont eu un rôle prédominant dans le développement des sciences et techniques : les navigateurs polynésiens sans compas se repéraient bien avant leur rencontre avec les Européens, ou les architectes anonymes du Moyen Âge qui inventèrent la perspective, les artificiers qui inspirèrent la mécanique de Galilée, ou encore tous ces céramistes et potiers qui furent autant de grands chimistes. Au XIX^e siècle, l'alliance du capital et de la science marque le début de la civilisation de la technoscience, dominée par les experts et obsédée par la puissance, l'efficacité, la rationalisation, l'accumulation et le profit. Comprendre ce basculement nous permet de saisir la nature de la société technologique dans laquelle nous vivons aujourd'hui.

Danièle Mirail



BD

REPORTAGES

Joe Sacco

Futuropolis / 25 euros

Joe Sacco a été l'un des inventeurs d'un nouvel usage de la BD, celui du reportage. La BD de reportage permet en effet de rendre compte de l'ambiance, des visages, des paysages, tout en donnant la parole aux acteurs. Elle autorise aussi les analyses ou les interrogations personnelles de l'auteur. Joe Sacco est surtout connu en France pour ses enquêtes engagées auprès des Palestiniens s'est rendu dans de nombreux autres pays, et cet ouvrage est un recueil de divers reportages publiés au fil des années. Il a enquêté sur l'invasion de l'Irak, à la fois du côté des Irakiens et des Américains. Il est allé à plusieurs reprises en Palestine, au Tribunal pénal international, le procès d'un génocide. Il s'est intéressé aux effets de l'Europe for de Malte. Il a couvert le conflit tchétchène en allant pour suivre des réfugiés en fuite. Enfin il est allé en Afghanistan est aussi l'occasion pour lui de rédiger une douzaine de pages qui permettent de réfléchir sur sa pratique, si originale, sur les enjeux politiques et les enjeux de pouvoir qui sont liés à sa profession, sur les voies qu'il a peut-être ouvertes pour lui-même. Joe Sacco est le défricheur d'une nouvelle forme de BD, une forme de journalisme, comme un Jack London moderne. À travers cet ouvrage il est aussi un transmetteur et il nous fait découvrir qu'au-delà des conjonctures, de l'éphémère, du présent, de l'industrie de l'information, ses reportages sont faits pour durer.

Sylvain Pattieu



BIOGRAPHIE

BOBBY SANDS, JUSQU'AU BOUT

Denis O'Hearn

Traduction : Julie Duchatel

Les éditions de l'Épervier / 19,50 euros

Bobby Sands, membre de l'IRA, mort en prison le 5 mai 1981 après 66 jours de grève de la faim, figure au panthéon des figures révolutionnaires du XX^e siècle. Pourtant, il n'y a pas beaucoup d'ouvrages le concernant. En cela, la traduction française de la biographie publiée par le journaliste Denis O'Hearn est très utile. Elle retrace en détail, grâce à de nombreux témoignages, le parcours d'un militant issu du prolétariat catholique de Belfast, qui rejoint l'IRA alors que le mouvement pour les droits civiques en particulier et la population en général subissent, à la charnière des années 1969-1970, une terrible répression par les milices paramilitaires loyalistes et l'armée britannique. L'IRA se divise alors entre sa partie officielle, déconsidérée aux yeux d'une bonne partie de la population pour son inefficacité, et l'IRA dite provisoire, qui reprend avec vigueur la lutte armée. À dix-huit ans, Sands rejoint tout naturellement la seconde. Une fois engagé, il ne passe que quelques mois en liberté. Condamné pour la deuxième fois en 1977, il demeure en prison jusqu'à sa mort. Avec d'autres, il mène une lutte acharnée pour que les membres de l'IRA et des autres groupes républicains se voient reconnaître le statut de prisonnier politique. Du « Blanket protest » (refus de porter l'uniforme carcéral), les militants de Long Kesh passent au « Dirty protest » : face aux terribles conditions de détention (passages à tabac, mauvais traitements, tortures...), les prisonniers refusent de se laver et étalent leurs excréments sur les murs de leurs cellules. Fin 1980, face à un État britannique inflexible, sept membres de l'IRA entament une première grève de la faim, dans le but d'attirer l'attention de l'opinion sur leur sort et leurs actions. C'est la seconde grève de la faim, qui débute en 1981, qui remplira cet objectif, mais au prix de la mort de Bobby Sands et de neuf autres militants. En effet, cette grève obtient un fort impact politique, notamment parce que Sands est élu député à l'Assemblée d'Irlande du Nord, mais surtout en raison de l'attitude de Margaret Thatcher qui refuse jusqu'au bout de négocier, affirmant qu'un « crime est un crime et seulement un crime, ce n'est pas politique ». Ce choix du Premier ministre britannique a profondément choqué bien au-delà des rangs des nationalistes irlandais. Lutte de Bobby Sands, par sa portée, a beaucoup contribué à politiser la lutte nationaliste et à en modifier la perspective.

Ingrid Hayes



ESSAI

LE SYSTÈME LE PEN - Enquête sur les réseaux du Front national

Caroline Monnot/Abel Mestre

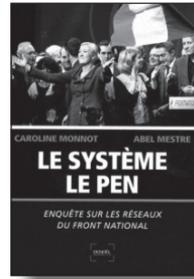
Éditions Denoël / 14,50 euros

Janvier 2011 : à l'issue d'une primaire médiatique, Marine Le Pen devient présidente du Front national. Une nouvelle génération, forgée dans l'adversité de la scission de 1998, prend les manettes du parti d'extrême droite. Cette génération qui n'a connu ni la Seconde Guerre mondiale (Marine Le Pen se refuse néanmoins à dénoncer le régime du maréchal Philippe Pétain et les crimes du fascisme français) ni l'opposition aux luttes de libération nationale (De Gaulle est cité à tour de bras alors qu'il était considéré comme un traître et un capitulard par les fachos) veut s'extraire du ghetto politique. Marine Le Pen et ses soutiens visent, comme l'analyse Jean-Yves Camus, à « faire cohabiter radicalité idéologique et pragmatisme tactique en affirmant leur vocation à exercer le pouvoir dans le cadre d'une stratégie annoncée de normalisation et de respectabilité ».

L'ouvrage des journalistes du *Monde*, Caroline Monnot et Abel Mestre, lève le voile sur ce « nouveau » FN qui n'est toujours pas « un parti comme les autres ».

Cette plongée dans *Le système Le Pen* remet les pendules à l'heure et prouve que « loin du personnage présentable qu'elle [Marine Le Pen] laisse paraître dans les médias, elle est en fait entourée de certains des représentants de l'extrême droite la plus dure et d'individus troubles dont les liens avec l'appareil du FN ont été jusqu'à présent habilement dissimulés ». Une enquête de qualité, un ouvrage à se procurer au plus vite.

Gabriel Gérard



MUSIQUE

Madness. One step Beyond

John Reed

Le Camion blanc / 38 euros

Alors que l'Angleterre digère la vague punk en se donnant à Margaret Thatcher, un peu partout des groupes se forment en jouant une étrange mixture survivantisme du ska que les immigrants jamaïcains ont ramenés dans leur valise depuis les années 1960. Parmi eux, Madness deviendra le plus populaire et influent. Son hit *One step Beyond*. Puisant dans son expérience de jeunesse, Madness est devenu un groupe de jeunes adultes, bien au-delà de son format original de ska. C'est à la fin une pop élaborée qui reste moins estimée de son histoire. Pour d'un groupe de légende, rien ne se passe !

King Martov

ROMAN

LE BLOC

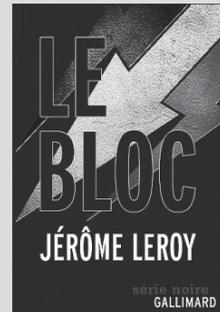
Jérôme Leroy

Gallimard, polar / 17,50 euros

Dans ce roman noir à l'écriture rythmée, efficace et parfaitement ciselée, Jérôme Leroy décortique l'idéologie frontiste et nous amène (ce qui n'est évidemment pas anodin) à ressentir une sympathie ambiguë pour deux parcours de fachos.

Roman noir en une nuit. Le gouvernement appelle à la rescousse le Bloc patriotique, parti d'extrême droite, pour faire face aux émeutes meurtrières et incontrôlables qui font rage dans la banlieue de Paris et des grandes villes. Durant cette nuit de négociations que mène Agnès (fille du Vieux qui a repris les rênes du Bloc), son mari Antoine, ex-prof de français, tout aussi intello que violent, relie son passé de jeune étudiant brillant d'extrême droite à Rouen, jusqu'à sa place de cadre dirigeant au parti. Pendant cette même nuit, Stanko, fils d'ouvrier, ex-skinhead de Denain et ami d'Antoine, relie lui aussi son parcours de jeune brute désespérée et pleine de haine dans le Nord broyé par les fermetures d'usines, à son statut d'homme de main, de nettoyeur, et de chef du service d'ordre du Bloc. Leroy nous entraîne dans les bas-fonds du Bloc, où ont été cuisinées les pires violences pour arriver à cette nuit fatidique où une dizaine de ministres du Bloc, devenus respectables et providentiels, vont entrer par la grande porte dans un gouvernement aux abois. Mais la respectabilité à un coût et le Bloc doit nettoyer ses rangs. La traque est lancée contre le fidèle Stanko...

Sylvie Favier



BIOGRAPHIE

FRANTZ FANON, L'HÉRITAGE

Philippe Pierre-Charles

K Editions / 22 euros

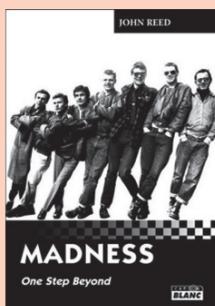
À l'occasion du cinquantenaire du camarade martiniquais Philippe Fanon, l'exhaustivité biographique de Philippe Pierre-Charles Macey qui vient enfin d'être traduite est plutôt un Fanon à l'usage. L'ouvrage revient sur la « trajectoire » pour défendre la profonde unité combattant : du jeune homme radicaliste, martiniquais confronté au militant du FLN, en passant par les « masques blancs » à celui des « Daouds » aujourd'hui en revenant sur le thème de la violence, de la question algérienne, de la reconnaissance de la légitimité de l'Algérie algérienne, l'appel à se détacher de « le racisme, la haine [...] la libération », les questions de la « retrouver la « volonté politique » toutes les volontés d'en faire un homme libre ».

Christine Poupin

e, à offrir...



...tiniens. Mais il s'agit d'un ouvrage rassembleur. Il a également fait la preuve de sa pertinence sur l'île de Sumatra en Indonésie. Ce livre est composé de récits qui lui ont permis de traverser la frontière de l'actualité pour d'autres. Joe Sacco d'une nouvelle manière. Mais à la fin, il fait la preuve de sa capacité à penser de manière originale pour rester.



...ent, avec notamment dans tous les modes de pensée. Le groupe ira cependant à la recherche de la tutélaire pour fournir aujourd'hui la part la plus connue des dessous de la machine à vapeur. Un pavé de 740 pages.

CONTE

LE CENTAURE DANS LE JARDIN

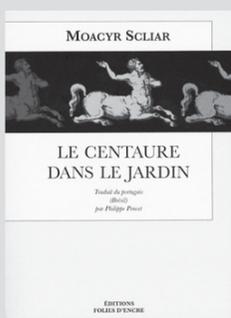
Moacyr Scliar

Traduction : Philippe Poncet

Folies d'encre / 17 euros

Publié au Brésil en 1980, au moment où la dictature militaire (1964-1985) relâchait un peu sa pression, *O Centauro no jardim* est le récit le plus célèbre et primé de Scliar (1937-2011), médecin de sensibilité communiste, issu d'une famille juive de Porto Alegre ayant fui les pogroms et les Cosaques deux générations avant lui, et qui a marqué maintes fois son soutien au Forum social réuni dans sa ville. Sans jamais cesser de se préoccuper de santé publique, il avait rejoint dès les débuts de la dictature un groupe d'écrivains décidé à déjouer la censure en usant d'un « réalisme magique » emprunté à Garcia Márquez. Entre pantalonnades et cocasseries toujours mêlées d'humour juif, *Le Centaure* fait parcourir 40 ans d'histoire du Brésil, jusqu'aux années 1970 où les militaires voulurent l'ériger en « grande puissance », avec des conséquences pathétiques. Comme dans *Max et les fauves* ou *Sa Majesté des Indiens*, Scliar s'y montre un conteur puissant, mais aussi un analyste subtil des contradictions et des culpabilités cachées.

Gilles Bounoure



BD

ALDEBARAN, BÉTELGEUSE, ANTARES

Leo

Dargaud / 11,55 euros par tome

Leo est un auteur de BD brésilien qui donne libre cours à un imaginaire de science-fiction dans une grande fresque en plusieurs tomes, *les Mondes d'Aldebaran*. Le lecteur est invité à suivre les aventures de Kim, l'héroïne, en trois cycles. Kim naît sur une planète périphérique, dans laquelle se sont installés des hommes venus coloniser, puis oubliés par la Terre. Si, au début de ses aventures, elle est une jeune fille naïve, elle se retrouve vite au centre d'enjeux de pouvoir, de volontés impérialistes, en lien avec l'exploration, la colonisation de nouvelles planètes. C'est un véritable univers à part entière, avec ses contradictions et ses luttes. Les histoires abordent des thèmes liés à l'exploitation énergétique ou humaine des planètes, à la façon de gérer les rencontres avec d'autres peuples extraterrestres, aux volontés de profit de multinationales de la colonisation des planètes. Si les scénarios sont remarquables, les dessins déçoivent parfois un peu quand il s'agit d'humains, même si les créatures extraterrestres sont plus intéressantes. Les personnages féminins, comme trop souvent, correspondent parfois, dans la manière dont ils sont dessinés, à des stéréotypes faciles ; des femmes toujours belles et dotées de fortes poitrines. Mais leur place dans le récit, leur autonomie par rapport aux personnages masculins, leur liberté en de nombreux domaines, notamment en ce qui concerne la sexualité, en fait une BD bien plus féministe que la majorité d'entre elles. Une lecture à conseiller donc, pleine de science-fiction, d'aventure et de fantastique.

Sylvain Pattieu



CONTES

CONTES D'UN AUTRE GENRE

Gaël Aymon

Éditions Talents hauts / 14,80 euros

Une princesse insomniaque qui libère le prince venu la réveiller, une reine guerrière et sanguinaire sauvée par la douceur d'un soldat et un prince joli et délicat qui tient la maison de trois ogresses... Voici des personnages de conte bien atypiques. Ici point de princesse attendant son prince charmant ou de guerrier viril terrassant les vilains. Des histoires de courage et d'amour, de sortilèges et de vengeance, de royaumes en danger... et de construction de genre. Un livre de contes classique mais inclassable, parfois drôle car le rire naît du décalage entre les conventions et les libertés que prend Gaël Aymon. Créées en 2005 par deux femmes, les Éditions Talents hauts défendent l'égalité des sexes, à découvrir absolument.

Danièle Mirail



BD

L'ÉTERNAUTE - INTÉGRALE

Oesterheld-Lopez

Vertige Graphic / 47 euros

Une image forte : un homme vêtu d'une combinaison de scaphandrier qui lutte désespérément, dans les rues de Buenos Aires, contre une invasion d'extraterrestres. Cette BD somptueuse, initiée en 1957, a marqué l'univers de la BD et de la politique en Argentine et en Amérique latine sans être encore vraiment reconnue en France. Une partie de cartes entre amis est brusquement interrompue : dehors ont commencé à tomber des flocons d'une neige phosphorescente mortelle. C'est le début d'un cauchemar, le prélude tragique à une invasion extraterrestre qui va apporter mort et destruction. La saga raconte la résistance d'une poignée de Portenos (habitants de Buenos Aires) à l'invasion, la destruction de la ville. Cette tentative des humains pour conserver la vie et la civilisation bâtie jusque-là exprime de façon allégorique la lutte contre l'impérialisme et les puissances du mal. Cette intégrale est accompagnée d'une histoire inédite de seize pages, *la Bataille de la Bibliothèque nationale*, écrite par J. Sasturain.

Sylvain Chardon



ROMAN

SUKKWAN ISLAND

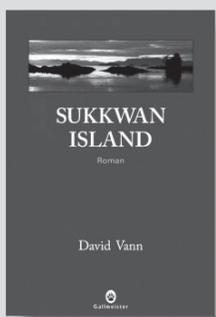
David Vann

Traduction : Laura Derajinski

Coll. Totem, Gallmeister / 8,50 euros

Une petite île au large de l'Alaska, baptisée Sukkwan Island, et sur cette île, déserte si ce n'est la faune locale, une cabane : voilà le décor de ce premier roman de l'américain David Vann, couronné par le prix Médicis 2010. Jim, dentiste de son état, a acheté cette cahute et projeté d'y passer une année entière en compagnie de son fils, Roy. Après deux mariages ratés et de nombreux déboires, il espère que cette retraite, au plus près de la nature, lui permettra de reconstruire sa relation avec son fils. Malheureusement pour lui, un citadin ne se transforme pas du jour au lendemain en trappeur habitué à courir les bois. Et le drame sera à la hauteur de sa déconvenue. Avec ce récit, nous sommes loin des grands espaces et de la communion entre l'homme et la nature. Bien au contraire, la tentative de Jim marque en fait sa profonde solitude et l'absence de réelles relations avec les autres : « une communauté de gens, un endroit fixe, un sentiment d'appartenance. Qu'était-il advenu de tout cela ? » C'est aussi l'impression d'une certaine vision de la nature, et des supposés liens que nous entretiendrions avec elle : quitter la société, pour retrouver une sorte d'état premier à même de résoudre nos angoisses existentielles, ne nous met en face que de la violence et de l'arbitraire des animaux comme des éléments naturels. Un livre à la fois angoissant et captivant !

Henri Clément



ROMAN

LE ROMAN DE BERGEN, 1900 - L'AUBE

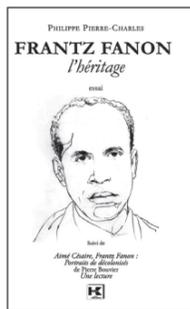
Gunnar Staalesen

Traduction : Alexis Fouillet

Les grands romans, Points / 8 euros

Au petit matin du 1^{er} janvier 1900, le corps du consul Frimann, l'un des notables de la petite ville de Bergen, est retrouvé en bas de chez lui. Cet assassinat particulièrement brutal vient ternir quelque peu les célébrations de l'entrée dans le nouveau siècle, en particulier pour les inspecteurs Moland et Berstad, chargés de l'enquête. Nos deux policiers vont peu à peu lever le rideau sur les mœurs du beau linge berguënois, passant des salons d'apparat aux ruelles crasseuses. Ces multiples trajets permettent à Staalesen de nous dresser le portrait de sa ville natale dans les premiers jours du XX^e siècle. Car c'est bien elle la véritable héroïne : Bergen, ville portuaire de Norvège, en cours d'industrialisation. Chapitre après chapitre, on la sent vivre et évoluer, se doter d'un nouveau théâtre et être raccordée au réseau ferroviaire national, partir en fumée dans le grand incendie de 1916 et être paralysée par la grande grève des tramways... L'auteur tisse avec maestria les fils d'une vaste « tragédie humaine » dans laquelle prolès et bourgeois, flics et courtisanes s'affrontent, s'aiment et se déchirent. Tous ces éléments culmineront dans la « bataille d'Hernani » qui clôt ce premier ensemble, où les tensions autour d'une pièce de théâtre préparent déjà les affrontements politiques des années 1930. Nous ne pouvons que recommander chaudement la lecture de ce premier cycle du Roman de Bergen qui ne vous donnera envie que d'une seule chose : vous jeter sur la suite !

Henri Clément



...e de la mort de Frantz Fanon, notre ami Pierre-Charles publie un essai. Loin de nous éloigner de David Vann, traduit en français, le livre de Philippe Pierre-Charles est d'aujourd'hui. « *Le récit météorique* » de Fanon est une réflexion sur sa vie de 18 ans qui rejoint la résistance à l'apartheid, à l'anticolonialisme, à la lutte contre le racisme, à l'anticolonialisme engagé... de l'auteur de *Peau noire, masques blancs*. Il défend aussi la « nécessité » de Fanon de poser la question essentielle des luttes de libération nationale, de classe... Il revient bien évidemment sur plusieurs autres thèmes : l'interpellation de la gauche française qui refusa la lutte de libération nationale et de l'indépendance, les impasses trompeuses et dangereuses en rappelant que « le désir de vengeance ne peuvent alimenter une guerre de développement... Il faut lire le livre de notre camarade pour comprendre l'engagement de Fanon tellement à l'opposé de ce que nous en faisons une icône inoffensive.

Mobilisation contre la dette et les plans d'austérité : repreons le contrôle !



Des collectifs unitaires pour organiser la riposte !

Après les grèves et manifestations s'opposant à la contre-réforme des retraites, auxquelles des millions de personnes ont participé, et alors que dans de nombreuses entreprises des grèves éclatent contre les licenciements et la dégradation des conditions de travail, l'enjeu fondamental aujourd'hui est d'organiser, renforcer, faire converger la riposte. La situation en Grèce nous montre à quoi nous attendre : même sous un gouvernement de gauche, le diktat des marchés financiers, de la logique des profits, de la Troïka (UE, FMI, BCE) et le chantage au remboursement d'une dette qui n'a pourtant servi que les intérêts privés, sont prétextes à imposer à la population le paiement de la facture dans les années qui viennent. En Grèce, le taux de chômage a officiellement atteint 18,4%, mais est plus proche des 25% dans la réalité ; les salariéEs et les retraitéEs ont perdu environ un tiers de leurs revenus ; les taxes exorbitantes récemment votées achèvent de saigner les ménages ; les

services publics sont en ruine ; le taux de suicide, traditionnellement l'un des plus faibles d'Europe, a bondi de 40% en un an ; la situation sanitaire de la population se détériore de façon dramatique, notamment pour les femmes : par exemple, celles qui n'ont pas les moyens de payer comptant la prise en charge de leur accouchement dans un hôpital sont renvoyées chez elles... Alors l'enjeu est de taille : nous devons rassembler toutes celles et ceux, syndicalistes, militantEs associatifEs ou politiqueS, qui refusent de payer la crise, celles et ceux qui se sont battuEs pour l'extension et la généralisation des grèves lors du mouvement des retraites. Nous devons organiser les confrontations à venir pour permettre de les gagner. Les collectifs locaux contre la dette et l'austérité qui se créent à la suite de l'appel unitaire national « pour un audit citoyen de la dette » peuvent être un outil pour cela.

Les réunions publiques organisées par les collectifs : partout un succès !

Brioude, le 6 décembre : 100 personnes.
Quimper/Cornouaille, le 6 décembre : 80 personnes.
Paris 11^e, le 15 décembre : 90 personnes, 170 euros récoltés.
Paris 18^e, le 7 décembre : 50 personnes.
Paris 19^e, le 16 novembre : 50 personnes (30 contacts pris).
Le 29 novembre : 35 personnes.
Paris 20^e, le 11 décembre : 80 personnes (45 contacts).
Fac d'Orsay, le 6 décembre : 100 personnes.
Vitry, le 23 novembre : 70 personnes.
Carcassonne, le 18 novembre : 220 personnes.

Montpellier, le 8 décembre : 130 personnes.
Nîmes, le 10 novembre : 250 personnes.
Villefranche, le 14 décembre : 80 personnes.
Toulouse, le 30 novembre : 850 personnes.
Chambéry, le 13 décembre : 100 personnes.

D'autres réunions auront lieu en janvier et février à Strasbourg (12 janvier), Bordeaux (14, 15 ou 16 février), Rouen (19 janvier), Paris 15^e (fin janvier), Marseille (fin janvier/début février), fac d'Orsay (24 janvier)...

Pour rejoindre un collectif, avoir des infos : <http://www.audit-citoyen.org/>

Débattre des alternatives politiques

Le problème de la dette met en lumière et donc en débat à gauche le projet de société que chacunE entend promouvoir dans les prochaines années. Donner du sens à la rigueur comme l'affirme François Hollande ? Pas question ! À travers cette campagne, il s'agit à l'inverse pour nous d'affirmer qu'il est temps de rompre avec une économie capitaliste et de remettre au centre la satisfaction des besoins humains plutôt que le maintien des profits. Sortie du nucléaire, augmentation des salaires, développement et gratuité des services publics, etc. : les moyens existent, prenons-les ! Prenons-les aux riches, en les taxant. Prenons-les aux spéculateurs, en réquisitionnant par exemple les banquiers pour créer un service public bancaire. Nous devons également défendre l'idée que la seule stratégie possible pour riposter, c'est que la population reprenne ses affaires en mains, à l'heure où le problème de la dette publique révèle que les institutions sont au service des intérêts privés. D'où l'importance que les collectifs permettent à toutes et tous de s'impliquer dans les débats et dans l'action. La démocratie réelle qu'exigent les IndignéEs au nom des 99% ne pourra exister que si les salariéEs, avec ou sans emploi, les jeunes, les retraitéEs, reprennent le contrôle sur le fonctionnement de la société. Nous devons

rassembler largement la population pour construire les contre-pouvoirs idéologiques, économiques et politiques nécessaires. En Grèce par exemple, alors que le gouvernement met en œuvre son plan d'austérité, des assemblées populaires s'organisent dans les quartiers pour riposter. Refus de payer des transports publics qui devraient être gratuits, refus de payer des impôts qui ne servent plus à assurer le fonctionnement de services publics privatisés, refus des coupures d'électricité pour les foyers qui ne peuvent plus payer, voilà le type d'actions qu'entreprennent ces assemblées. Enfin, cette stratégie entend s'opposer avec détermination à toutes les solutions relevant d'un repli nationaliste, qu'elles prennent le nom de racisme, protectionnisme, démondialisation, ou sortie de la France de la zone euro. Nous dénoncerons les véritables responsables de la crise et proposerons d'organiser la coopération avec les peuples, des révolutionnaires arabes aux IndignéEs espagnolEs ou grecQUEs, qui aujourd'hui tracent une voie vers une autre société.

Le NPA organise des réunions publiques pour débattre de ses propositions politiques. Plus d'informations sur www.npa2009.org

100 personnes à la fac d'Orsay

Compte rendu de l'initiative du collectif unitaire, par Nicolas.

La conférence-débat a duré environ 1 h 30 et l'amphi était plutôt bien rempli. En termes de nombre c'est un succès, d'autant plus qu'il n'y avait pas que des militantEs habituéEs. Une douzaine de personnes sont intervenues pendant le débat, la plupart étant des militantEs déjà actifEs, dont un membre de LO et un du POI. Des contacts ont été pris (une feuille a circulé). Une vidéo de dix minutes sur la création monétaire et la dette a été projetée au début, en attendant que tout le monde arrive. Ensuite, dans son argumentation, Bernard Friot a défendu l'annulation de la dette, car illégitime, et l'arrêt pur et simple du crédit : plutôt que l'État ait le monopole du crédit, il vaudrait mieux que les investissements soient

financés par des cotisations (comme c'est déjà le cas pour la Sécurité sociale et les retraites). Toutes les autres interventions ont plus ou moins repris l'idée d'annulation de la dette, même si certaines ont quand même défendu un audit. Une réunion d'organisation a eu lieu le mardi suivant pour décider de la suite à donner à cette première initiative (actions, nouvelles réunions publiques...). Nous avons décidé de nous réunir le mardi 24 janvier sous l'angle « la dette pour les nuls » (avec un spécialiste en économie comme intervenant). Il a aussi été proposé de commencer à travailler sur un tract, et de rassembler des documents explicatifs, bibliographies, etc., sur le site d'Orsay en lutte.

Que 1000 initiatives s'épanouissent !

Quelques activités des collectifs unitaires :
- organiser des réunions/débats avec des orateurs et/ou des projections de films tels que *Debtocracy* ;
- construire et intervenir dans les mobilisations sociales : les grèves des 13 et 15 décembre (Paris, Rennes, Besançon, Clermont-Ferrand...), contre la hausse de loyers dans un quartier populaire (Besançon) ;
- interpeller les éluEs et les candidatEs (Bordeaux) ;
- organiser des rassemblements contre la dette et les plans d'austérité (Lorient) ;
- préparer des actions de rue contre les banques (« scotchons les banques » à Paris 20^e, « Noël des banquiers » à Marseille) ou pour discuter avec

la population (Montreuil, Clermont-Ferrand, Bordeaux) ;
- organiser des campagnes d'information contre l'endettement des collectivités locales, des hôpitaux, de l'Unedic (Lyon) en se reliant aux militantEs et mobilisations sur ces différents fronts (agents territoriaux, syndicalistes, associations de chômeurEs...);
- dénoncer les mécanismes de domination liés à la dette, par exemple en solidarité avec le peuple grec (rassemblement le 6 décembre à Chambéry) ou en se reliant à des campagnes telles que celle pour l'annulation de la dette égyptienne (Paris 20^e) : www.dropegyptdebt.org

Annulons la dette !

Compte rendu de la réunion publique du NPA à Poitiers, par Alexandre

Loin des tensions qui secouent le NPA, s'est tenue, le mercredi 14 décembre, une réunion-débat autour de la dette, dans l'ambiance chaleureuse et militante du Plan B (Bar alternatif poitevin). Devant une cinquantaine de personnes, les intervenants invités par le NPA local (comité ville et comité jeunes) ont parlé de la crise de la dette en Argentine en 1998-2002, et de la crise de la dette actuelle en Europe et en France. Sylvain Chardon, le camarade qui traitait le sujet argentin, a, pour donner un contexte global, fait un rappel historique de l'histoire du pays, en partant de la fin de la Seconde Guerre mondiale, en passant par la dictature militaire et le gouvernement péroniste, pour en arriver à l'Argentine actuelle, celle de Cristina Kirchner. Henry Wilno, lui, est intervenu sur la crise des dettes souveraines européennes actuelles. Sa problématique se résumait en : qu'est-ce que les dettes publiques ? D'où viennent-elles ?

En quoi sont-elles illégitimes ? Pourquoi faut-il refuser de les payer ? À la suite de ces interventions, un débat s'est installé dans la salle, autour des questions notamment portant sur les ressemblances et différences entre le cas grec et le cas argentin ou encore les dettes locales. Cette réunion représente évidemment une réussite pour le NPA, même si le travail qu'il reste à accomplir est encore énorme pour créer un rapport de forces suffisant afin d'affronter le pouvoir et la finance. C'est pour cela que, localement, le comité pour un audit citoyen sur la dette doit prendre de l'ampleur puisque plus nous serons nombreux dans ce combat, plus nous aurons de chances de gagner. Cependant, elle prouve aussi qu'il est nécessaire de faire entendre une voix vraiment anticapitaliste sur la question de la dette, de l'audit, du moratoire et de l'annulation, par la voix de Philippe Poutou, qui sera le seul à défendre cette position d'ensemble pendant l'élection présidentielle de 2012.



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/TAOUS)

Où en est la « nouvelle Libye » ?

Le Conseil national de transition et le président libyen Abdeljalil sont loin de faire l'unanimité. Des manifestations éclatent contre le nouveau régime, essentiellement à Benghazi, point de départ des premières révoltes contre Kadhafi.

Il n'y aura pas de chèque en blanc pour ceux qui se présentent comme les principaux libérateurs du pays. La période où les dirigeants pouvaient traiter le pays comme leur quasi-propriété est définitivement terminée. Ce sont là les principaux enseignements que pouvaient tirer les membres du Conseil national de transition (CNT) libyen ces derniers jours.

Chose bien inédite, en ce mois de décembre 2011, des manifestations ont exprimé la colère et les critiques d'une partie de la société vis-à-vis des dirigeants, au sein même de leur fief géographique. Particulièrement dans la deuxième ville de Libye, la capitale de l'est du pays, Benghazi.

C'est de Benghazi qu'étaient parties, à la mi-février 2011, les premières manifestations contre le régime de Kadhafi, avant que la contestation civile ne fasse rapidement place à une répression sanglante puis à des affrontements armés. C'est à Benghazi aussi qu'a été fondé le Conseil de transition, d'abord local puis national. Après la chute de l'ancien régime à Tripoli, fin août 2011, Benghazi continue de jouer un rôle important dans la nouvelle situation politique du pays. Le 12 décembre dernier, un membre du CNT, Abdelrazak Al-Arabi, a annoncé la décision « de faire de Benghazi la capitale économique du pays ». Elle implique le transfert de plusieurs ministères, surtout liés à l'activité économique.

Cette annonce était aussi destinée à contrebalancer la vive contestation qui venait de percer au grand jour. Le 12 décembre également, plusieurs milliers de personnes avaient manifesté dans la ville. L'objet de leur protestation était surtout la très forte opacité du CNT, qui reste actuellement le principal organe de pouvoir en Libye avant les élections législatives qui auront lieu d'ici quelques mois. Les délais annoncés varient entre huit et vingt mois ; il faudra, de toute façon, observer un certain délai avant de pouvoir organiser de réelles élections. Sous Kadhafi, aucune force politique n'existait en Libye, puisque les partis politiques étaient interdits comme toute forme d'association ou de syndicat.

Le CNT, dont le noyau était d'abord formé par une partie de la bourgeoisie privée de Benghazi (économiquement prospère mais politiquement marginalisée jusqu'ici) ainsi que des juristes et des intellectuels, a ensuite recruté des cadres qui avaient été des dirigeants du régime kadhafiste mais qui venaient de changer de bord. C'est le cas de son président Mustapha Abdeljalil, ancien ministre de la Justice de Kadhafi, mais qui avait aussi été un membre des Frères musulmans durant sa jeunesse et avant l'interdiction de ce mouvement sous Kadhafi.

La constitution du CNT s'est fait par coopération : ses premiers membres ont recruté les

autres. Il compte 31 dirigeants. L'identité de tous n'est pas connue de la population. Ainsi, les manifestants du 12 décembre scandaient des slogans tels que : « Le slogan du 17 février [jour des premières manifestations] était la transparence ; où est-elle, messieurs ? », mais aussi : « Où est l'argent du pays ? » En réaction au mécontentement devenu visible, Mustapha Abdeljalil a immédiatement annoncé l'activation d'un site Internet du CNT et la mise en ligne des informations essentielles sur ses membres : leur identité, leur CV et leurs activités.

Le lendemain, 13 décembre, environ 5000 personnes (selon des estimations de témoins) ont de nouveau manifesté à Benghazi, aux cris de « À bas le nouveau régime ! » Cependant, cette fois-ci, autant de personnes sont descendues dans la rue, mais pour appuyer le CNT.

Un autre problème de la « nouvelle Libye » est celui-ci des milices armées, issues des rangs des anciens rebelles qui formaient le bras militaire du CNT. Le nouveau pouvoir a dû promettre à une population fatiguée des brigades des hommes en armes, et des milices de la ville. Par ailleurs, il a été annoncé que 15000 anciens rebelles seraient intégrés dans la future armée libyenne.

Bertold du Ryon

TUNISIE Après les élections, les mobilisations continuent

Les élections du 23 octobre sont loin d'avoir fermé le chapitre ouvert en janvier 2011. Face à la poursuite de la politique économique et sociale néolibérale, ainsi que les attaques contre les droits des femmes, les mobilisations reprennent de plus belle.

Le sit-in de Bardo : une protestation aux multiples orientations

Après l'élection de l'Assemblée constituante et sa première séance, le 22 novembre, des rassemblements se tiennent à Tunis devant le Bardo, le lieu où l'Assemblée se réunit. Les manifestants protestent contre la politique de la Triple Alliance réunissant les islamistes d'Ennahda, le CPR de Marzouki et le parti social-démocrate Ettakatol de Ben Jaafar.

Leurs slogans sont axés sur la défense des libertés et des droits de l'homme, menacés par les intégristes. Des événements graves ont en effet eu lieu dans les universités et l'espace public, où les salafistes ont imposé à des femmes le port du hijab et du niqab, et empêchent la mixité. Ces actes sont révélateurs du projet de l'actuelle droite réactionnaire. Ces slogans et revendications sont avancés par toutes les forces progressistes, minoritaires à l'Assemblée, et en particulier le Pôle moderniste organisé autour d'Ettajid (l'ancien Parti communiste passé sur des positions de centre-gauche).

D'autres slogans reflètent les exigences sociales telles que le travail, la liberté, la justice sociale et la dignité, ainsi que des demandes de poursuites contre les snipers qui ont tué des martyrs, l'épuration des médias et du système judiciaire, et le développement équitable entre les régions. En résumé, ces slogans affirment la nécessité de continuer le processus révolutionnaire.

En effet, les résultats des élections du 23 octobre ne reflètent pas la réalité de la volonté populaire, surtout des pauvres, des chômeurs, des marginalisés et des opprimés, qui étaient à l'origine de la révolution et se battaient pour le travail, la liberté et la dignité.

Du Bardo jusqu'aux régions de l'intérieur, les sit-in continuent ainsi que les manifestations pour le droit au travail et la liberté, contre les forces capitalistes et intégristes, le système béaliste ainsi que toute ingérence étrangère, en particulier celle du Qatar.

Mettre fin au régime béaliste

Depuis le renversement du dictateur, rien n'a changé concernant l'exploitation, l'oppression, la paupérisation et la marginalisation d'une grande partie de la population. Lutter contre cela passe par une rupture avec ceux qui pratiquent l'opportunisme envers les forces de droite, et ont tourné le dos aux revendications des masses, contribuant ainsi à la confusion politique actuelle. L'heure est à la continuation de la lutte révolutionnaire afin d'accomplir les tâches de la révolution, et notamment le démantèlement du système politique mis en place par Ben Ali.

Abdessalem Hidouri, Tunis, le 17 décembre 2011

Abdessalem est militant de l'organisation tunisienne LGO. Il était un des coordinateurs des Casbah 1 et 2.

MAROC Colère contre l'exploitation dans l'agriculture

Environ 1500 ouvriers et ouvrières agricoles se sont retrouvés le 14 décembre à Rabat, devant les ministères de l'Agriculture et de l'Emploi, pour crier haut et fort leur indignation, leur colère concernant leurs lamentables conditions de travail, leur détermination à radicaliser leur légitime combat pour arracher leurs droits. Ils se sont ensuite dirigés vers le ministère de l'Agriculture et le Parlement où ils ont organisé un sit-in. Ils étaient venus de toutes les régions agricoles du Maroc à l'appel de la Fédération nationale du secteur agricole (UMT). C'était le point d'orgue d'une campagne menée du 3 au 15 décembre, pour protester contre l'exploitation accrue, les conditions sociales et économiques déplorables vécues par les ouvriers agricoles et la discrimination juridique dont ils font toujours l'objet de la part des propriétaires fonciers et des capitalistes agricoles nationaux, français ou espagnols auxquels le gouvernement tente de fournir une main-d'œuvre servile et bon marché.

Succédant à de nombreux conflits, notamment dans les grandes exploitations du Souss (région d'Agadir), cette mobilisation met l'accent sur l'extrême pauvreté et les droits élémentaires bafoués

des ouvriers et ouvrières agricoles :

- le salaire minimum légal dans l'agriculture est de 60,63 dirhams par jour (5 euros), c'est-à-dire 1576 dirhams par mois (140 euros), les jours de repos n'étant pas payés. Dans l'industrie et le commerce, le salaire moyen est de 2431 dirhams (230 euros).
- Selon le code du travail, les ouvriers agricoles sont censés travailler en moyenne 48 heures par semaine contre 44 heures dans l'industrie et le commerce. Mais dans la pratique, ils travaillent plus de 10 heures par jour et dans des conditions très dures (dans les abris-serres à forte humidité et avec des températures élevées, utilisation des pesticides sans protection...).
- Les non-déclarations à la Caisse nationale de sécurité sociale privent la majorité de toute couverture sociale et des allocations familiales.
- La flexibilité du travail est généralisée par le recours intensif aux entreprises d'emploi temporaire.
- Le droit syndical n'est pas respecté, avec l'appui des forces de répression et de la justice. Les ouvriers syndiqués sont souvent licenciés dès la formation de leur bureau syndical, les délégués,

premières victimes, puis, à leur tour, ceux et celles qui rentrent en grève de solidarité.

- Les conditions de transport vers les exploitations sont dangereuses, dans des véhicules inadaptés, sans assurance, avec la complicité des autorités.
- La main-d'œuvre féminine « exportée » vers les champs de fraises en Espagne est l'objet d'un véritable trafic, avec des conditions proches de l'esclavage.

Soulignons-le, encore une fois, des entreprises agroalimentaires françaises et européennes participent à cette exploitation féroce, grâce au statut « avancé » du Maroc vis-à-vis de l'Union européenne. Ces entreprises et ce statut qui induisent, en outre, un développement des cultures intensives d'exportation, pillent les ressources en eau et sont responsables de la disparition des petites exploitations agricoles.

Alain Castan

Kazakhstan

Nous n'oublierons pas ! Nous ne pardonnerons pas !

RSD (Mouvement socialiste de Russie), le 17 décembre

La date du 16 décembre 2011 qui marquait les 20 ans d'indépendance du Kazakhstan restera dans les mémoires comme un jour sombre de l'histoire de la République. Se pliant aux ordres criminels de leurs supérieurs hiérarchiques, les policiers et l'armée ont ouvert le feu sur une foule de travailleurs non armés dans la ville de Janaozen, au sud du pays. Le nombre exact de victimes n'est pas encore connu, mais les premiers chiffres parlent déjà de plusieurs dizaines de tués et de centaines de blessés. Depuis hier matin, les autorités ont bloqué l'accès à internet et la connexion par téléphone mobile avec la ville pour cacher l'ampleur sans précédent du massacre. Ce qui s'est passé hier est le résultat du conflit qui oppose depuis un an et demi déjà les travailleurs du secteur pétrolier et la direction de la compagnie Kazakhmounaïgaz, contrôlée par des proches du président Nazarbaev. Des militants syndicaux ont été envoyés en prison à cause d'accusations montées de toutes pièces ; ils ont été agressés et parfois assassinés après des réunions et sur leur lieu de travail ; leurs femmes et leurs enfants ont été la cible de campagnes d'intimidation. Tout cela s'est déroulé de façon brutale et on ne peut plus sérieuse dès le départ, comme c'est toujours le cas quand il s'agit de profit.

Hier matin, des troubles ont éclaté à Janaozen à la suite de provocations policières. Un massacre sauvage s'en est suivi immédiatement. Cela ne fait aucun doute : les policiers et leurs supérieurs ont reçu leurs ordres du vieux dictateur en personne. Celui-ci est prêt à tout pour conserver son pouvoir et ses richesses. Noursoultan Nazarbaev peut bien être désigné comme le principal responsable de la tragédie d'hier. Il a sur les mains le sang de simples travailleurs qui n'exigeaient rien d'autre qu'une vie digne et le respect de leur labeur. Aujourd'hui des rassemblements de protestation auront lieu dans de nombreuses villes du Kazakhstan. La population n'écouterait pas la peur et descendra dans la rue pour crier sa colère à cette dictature inhumaine et aux corporations dont celle-ci est prête à défendre les intérêts, quel qu'en soit le prix humain. Aujourd'hui, notre colère, notre rage de protester et notre solidarité vont aux travailleurs de Janaozen et au peuple du Kazakhstan. Non à la dictature ! Non au capitalisme ! Nous n'oublierons pas ! Nous ne pardonnerons pas !

GUÉANT CONTRE LES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS Toujours plus d'expulsions racistes

Pour tenir l'objectif 2011 du nombre d'expulsions d'étrangers (30000 prévues, soit le plus haut niveau jamais atteint), Guéant a pris une nouvelle mesure le 31 mai 2011, restreignant les possibilités pour les étudiants étrangers de rester sur le territoire en obtenant un titre de séjour « salarié ». Depuis la rentrée, plusieurs milliers d'étudiantEs se voient refuser un titre de séjour et reçoivent un OQTF (ordre de quitter le territoire). Jusqu'à l'année dernière, chaque année environ 6000 étudiantEs (pour la plupart au moins en master) obtenaient la transformation de leur titre de séjour d'étudiant en salarié. « Ce qui l'an passé n'était qu'une formalité de trois semaines est devenue une invitation à renoncer à des choix de carrière et, souvent, à des choix de vie. » (Collectif du 31 mai).

Dans sa surenchère raciste préélectorale avec le FN de Marine Le Pen, le gouvernement Sarkozy multiplie jusqu'à l'absurde les lois restreignant l'accès des étrangers en France. Au nom de la « préférence nationale », étendue à l'Union européenne, cela a abouti au licenciement d'un ingénieur étranger dans une entreprise technologique de Grenoble cet été. Une étudiante québécoise en thèse de sociologie a reçu un OQTF. Au rectorat de Créteil, un enseignant maître auxiliaire étranger se retrouve dans une situation kafkaïenne : le rectorat lui demande son titre de séjour pour valider son contrat et la préfecture de Melun lui demande son contrat de travail et plein de documents du rectorat pour renouveler son titre de séjour. Un collectif d'étudiantEs s'est monté, initialement du côté des grandes écoles, qui ne connaissent pas habituellement le sort des plongeurs sans papiers des arrières-salles



Paris, le 18 décembre. Manifestation contre la politique d'immigration, dont la circulaire Guéant, et pour la régularisation des sans-papiers. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

des grands restaurants... Cette énième mesure raciste du gouvernement est une véritable fuite en avant, qui a même créé des remous à droite et au Medef. La première opposition à cette loi est venue des grandes écoles, qui ont cherché à obtenir des aménagements, soutenues par le Medef. Cela concernait environ 600 étudiantEs. Mais cette stratégie a été balayée par la branche dure du gouvernement qui est déjà en campagne pour 2012. Alors que Wauquiez, ministre de l'Enseignement supérieur, disait « comprendre » les problèmes des grandes écoles, Guéant a refusé tout aménagement à sa circulaire, déclarant que « Nous voulons que la France reste la France quand les socialistes s'accommodent d'une addition de communautarismes » !

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Paris le 18 décembre pour dénoncer cette escalade dans la politique du chiffre (RESF, LDH, CGT, Unef...). Avec Guéant, tous les étrangers sont visés, même ceux qui ont pourtant des qualifications élevées (ingénieurs, enseignants, traders...). Cela montre la nécessité d'une réponse politique globale. La politique des quotas est une véritable arnaque. Il faut aujourd'hui, plus que jamais, exiger la régularisation immédiate de tous les sans-papiers, abroger toutes les circulaires restreignant le droit de circulation, dont bien évidemment celle du 31 mai 2011.

Antoine Boulangé

Infos sur : <http://www.collectifdu31mai.com/>

Centres de rétention : le rapport qui accable

Les conditions d'incarcération dans les centres de rétention sont décidément de plus en plus indignes. Le rapport des cinq associations qui y ont actuellement accès en apporte un nouveau témoignage. Rappelons qu'en 2009, le gouvernement avait entrepris d'ouvrir à la concurrence la mission que la Cimade y exerçait jusqu'alors exclusivement, afin de punir une association qui faisait preuve d'une vigilance et d'un activisme visiblement excessifs à ses yeux ; et surtout de transformer de fait une mission d'assistance juridique en simple mission « humanitaire ». Peine perdue ! Le rapport remis par les cinq associations est accablant. Le constat est celui d'une « obsession statistique au détriment du droit » et d'une « criminalisation injustifiable des migrants en situation irrégulière ». France terre d'asile pointe l'accroissement du nombre d'enfants enfermés. L'Assfam évoque un « environnement carcéral ». De fait, la mise à l'isolement et le menottage sont fréquents. L'Ordre de Malte note une restriction dans la pratique des droits prévus par la loi : on manque d'interprètes ; les cabines téléphoniques sont

en nombre insuffisant ; dans plusieurs centres, le service médical n'est pas continu. L'Ordre de Malte, organisation caritative qui n'est pas encore identifiée comme appartenant à la mouvance de l'ultra-gauche, n'hésite pas en outre à qualifier de « discrétionnaire » l'application du droit dans les centres de rétention. La palme d'or du déni de justice et de la surpopulation peut sans nul doute être décernée aux centres d'outre-mer (on sait depuis longtemps ce qu'il en est à Mayotte) où les recours ne sont même pas suspensifs et où les mesures d'éloignement sont particulièrement expéditives. Comment pourrait-il en être autrement ? La loi Besson a posé le cadre : la période de rétention maximale est passée de 32 à 45 jours ; le juge des libertés a désormais cinq jours au lieu de deux pour statuer sur le maintien en rétention. Autant de petits « trucs » qui, ajoutés à la multiplication des contrôles au faciès, permet de remplir, au-delà du tolérable, les locaux vétustes des centres de rétention, à fin essentielle d'accroître la pression sur les sans-papiers puisque le séjour

en rétention est loin de se conclure toujours par une mesure d'éloignement effective : on s'en voudrait de se priver d'une main-d'œuvre potentiellement si docile ! Alors en passant par pertes et profits les gestes de désespoir (tentatives de suicides, automutilations...), on peut renvoyer la majorité, en bout de course... sur leur lieu de travail !

Ce qui transparaît de la situation derrière les grillages et les murs des centres de rétention est sans nul doute révoltant. Mais il est important de souligner que, pour nous, anticapitalistes et internationalistes, c'est l'existence même des centres de rétention, rouage dans un système global d'exploitation et de domination qui n'est tout bonnement pas supportable. C'est contre lui que nous nous dressons pour créer un monde dans lequel chacun sera un jour libre de vivre ailleurs que là où le hasard l'a fait naître. Et c'est pourquoi, aux côtés de nos camarades sans papiers, « pierre par pierre et mur par mur, nous détruirons les centres de rétention ».

François Brun

Grève des agents de sûreté aéroportuaire : l'envol

Une grève dure pour des hausses de salaire, de bonnes conditions de travail, des embauches en CDI, en plein Noël ? Aidons à transformer cette promesse en vrai cadeau pour tous les salariés. Soutenons ces grévistes, annonceurs d'une bonne année 2012 ! Les agents de sûreté sont chargés de l'inspection et de la fouille des bagages et passagers. Ce travail était auparavant assuré par des fonctionnaires de la douane et de la police. Avec l'extension des mesures de sûreté à la suite du 11 septembre 2001, leur effectif atteint les 10000 sur l'ensemble des aéroports français, dans plusieurs entreprises. Point commun : salaires proches du Smic et mise en concurrence incessante au travers de la renégociation périodique des contrats par les gestionnaires des aéroports. Le marché est juteux, alimenté par une taxe sur les passagers. Plusieurs certificats professionnels sont nécessaires. Le salaire est de 1200 euros net par mois pour un temps plein auxquels s'ajoutent 100 euros en moyenne de primes. Ces sociétés font un savant dosage de salariés en CDI à temps plein, de stagiaires gratuits mis à disposition par les écoles de formation, de temps partiels imposés et de nombreux contrats à durée déterminée

soit 894 euros bruts mensuels pour 86 heures ! Pour gagner plus, il faut prolonger sa vacation en cas de retard d'avions ou d'affluence de passagers, attendre au téléphone pour venir en heures supplémentaires remplacer un collègue malade. Les semaines se succèdent au rythme de cinq jours de travail en 3x8, un jour de repos. La flexibilité imposée dans toute son horreur, entraînant l'impossibilité d'avoir un deuxième temps partiel et des difficultés à organiser sa vie. Des salariés surexploités, victimes aussi des divisions racistes sur lesquelles jouent les employeurs pour développer clientélisme, corruption. L'information selon laquelle à Marseille les salariés bénéficiaient d'une meilleure application de la convention collective et de salaires supérieurs d'environ 200 euros, a mis le feu aux poudres et motivé la revendication d'une hausse des salaires d'environ 10% de l'heure. La grève a démarré vendredi 16 décembre, dans différentes entreprises et l'unité de l'intersyndicale CFDT, CFTC, CGT, FO, SUD, Unsa, qui appelle à la reconduite de la grève. Vendredi 16 décembre après-midi, plusieurs centaines de grévistes de Roissy ont brisé le barrage policier qui voulait leur interdire de manifester sur leur lieu de travail, l'aérogare. Les patrons

comptaient sur le dimanche pour voir la reprise du travail après une journée où les salariés sont un peu mieux payés : surprise, la grève a continué de plus belle. Au départ, Charles-de-Gaulle, Lyon et Toulouse étaient les points forts, puis la grève s'est étendue à Rennes, Nice et Bordeaux, avec le réveillon de Noël en ligne de mire et la possible extension à d'autres aéroports. Les patrons, épaulés par les autorités, essaient de casser la grève en multipliant les renforts sauvages, avec des personnels extérieurs. Le gouvernement envisage de faire intervenir la police et l'armée et parle de nouvelles lois antigreve alors que le secteur est déjà soumis à une obligation de service public avec un préavis de cinq jours. Les grévistes l'avaient même déposé depuis huit jours dans les formes, comme d'habitude. Aucune négociation. Et maintenant les patrons crient au loup et le ministre dit qu'il est inadmissible de faire grève sans prévenir ? En réalité ils veulent interdire toute grève, pour ne pas gêner leurs profits et magouilles...
J. Ghost

« Le gouvernement expulse sans relogement, expulsions le gouvernement! »

Après les expulsions de Roms et la chasse quotidienne aux sans-papiers, la politique anti-immigrés et anti-pauvres du gouvernement Sarkozy continue toujours plus fort. En Seine-Saint-Denis, c'est le préfet Lambert, proche de Sarkozy, qui officie et, à l'approche de la campagne électorale, il a décidé de taper de manière musclée. À Saint-Denis, depuis le début de la trêve hivernale, quatre immeubles frappés d'un arrêté préfectoral d'insalubrité ont été vidés de leurs habitantEs. Soit une expulsion d'immeuble par semaine! Ces expulsions se font en plein hiver et sans proposition de relogement durable. Une centaine de personnes se retrouvent ainsi jetées dehors. Les familles avec enfants sont envoyées aux quatre coins de l'Île-de-France dans des hôtels « sociaux » pourris. Leurs enfants, scolarisés à Saint-Denis, ont toutes les peines à venir à l'école. Pour les célibataires et les sans-papiers, c'est la rue! Comble du mépris: la préfecture refuse de restituer aux familles d'un immeuble (le 11, rue Dézobry) les affaires et les papiers laissés dans l'immeuble lors de l'évacuation. L'État prend prétexte de l'incendie du squat de Pantin le 28 septembre dernier et de l'insalubrité des immeubles pour expulser. Expulser pour protéger? Certainement pas. D'une part, la plupart de ces familles se retrouvent à la rue sans hébergement, même d'urgence (le 115 est saturé). D'autre part, cela fait des années que les autorités connaissent la situation de ces immeubles sans avoir rien fait. La raison des expulsions est bien ailleurs. À quelques mois de l'élection présidentielle, le gouvernement

tape sur les travailleurEs immigréEs, faisant ainsi la politique du FN. Calcul électoral donc. Mais il s'agit aussi d'accélérer la politique de « requalification » des quartiers dégradés et les opérations immobilières juteuses qui vont avec. Les immeubles vidés sont en effet situés dans le centre-ville de Saint-Denis, où le parc de logement privé est dégradé depuis longtemps, et les autorités espèrent pouvoir y installer des populations plus « aisées ». Face à l'offensive de l'État, la mairie de Saint-Denis (dirigée par le PCF) ne cesse de tergiverser. D'un côté, elle se déclare opposée à ces expulsions et solidaire des familles, de l'autre, elle refuse d'engager la bataille politique contre les sbires de Sarkozy. Pourtant, face à un préfet qui refuse toute discussion, nous disons qu'il n'y a qu'une issue: la mobilisation populaire. Les familles expulsées se sont rassemblées pour lutter. Celles du 76, rue Gabriel-Péri occupent le parvis de la mairie, malgré le froid et la tempête des derniers jours. La population de Saint-Denis a elle aussi décidé de ne pas laisser faire. Cinq manifestations (200 à 300 personnes) se sont déroulées depuis fin novembre. Un comité de soutien et de mobilisation a été créé et regroupe des syndicats, des associations et des partis de gauche. Le NPA et ses militantEs se sont engagéEs auprès des expulséEs et participent au comité. Nous disons que c'est toute la politique du logement qui est à revoir dans ce pays. Face à des situations de mal-logement toujours plus dramatiques (presque 4 millions de mal-logés en France) il est temps de bloquer les loyers, de réquisitionner les logements et immeubles vides et de construire massivement

des logements sociaux. Dans l'immédiat, nous exigeons la régularisation des sans-papiers de ces immeubles et le relogement des familles. Parce qu'un toit c'est un droit!

Étienne (Saint-Denis)



(PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)

BAYONNE Occupation d'une banque

Samedi 17 décembre, une quarantaine de militantEs du collectif Oldartu' ont investi l'agence BNP Paribas du centre-ville de Bayonne et l'ont occupée pendant une heure. Deux banderoles bilingues ont été déployées, un tract a été distribué à l'intérieur et à l'extérieur de la banque. Tout au long de l'occupation, des prises de parole au mégaphone, à l'entrée de la banque, ont expliqué en basque et en français le sens de notre action. Et de nombreuses pancartes également bilingues affichaient les mots d'ordre centraux. Nous avons dénoncé le capitalisme, ce système en faillite qui mène l'ensemble de la société droit dans le mur et voudrait faire payer le monde du travail. Nous avons dénoncé les mesures d'austérité alors que les entreprises du CAC 40 sont en pleine santé (87 milliards d'euros de profits prévus pour 2011), alors qu'une banque comme la BNP

ayant réalisé 5 milliards de profits au cours des trois premiers trimestres de cette année, ose supprimer 1 400 postes. Nous avons dit notre volonté de défendre notre vie quotidienne et nos exigences: annulation pure et simple de la dette publique, interdiction des licenciements, expropriation des banques, socialisation en un pôle bancaire public, partage du travail entre toutes et tous sans perte de salaire, Smic à 1 500 euros net minimum... Pour cela, il n'y a pas d'autre voie que la coordination des luttes et la préparation d'un mouvement d'ensemble puissant et déterminé, seul capable de faire reculer patronat et gouvernement. N'attendons pas les élections de 2012, tant il est clair que la « gauche » ne propose pas un programme politique très différent de celui de la « droite ». Notre action a été très bien accueillie par les clientEs de la banque comme par les nombreux

passantEs qui allaient au marché tout proche. Cette première initiative d'Oldartu contre la dette est une réussite et une première étape. Elle en appelle d'autres qui seront préparées dans les semaines et mois à venir.

Correspondants

1. Oldartu / Se révolter: Action consommation Pays basque, Collectif féministe contre les violences sexistes, Comité d'action Soule, Ikasi eta Irauli-Jeune Réagis!, Segi, CNT, ELB, LAB, Solidaires, AB, Batasuna, Indar beltza-Énergie noire, NPA.



(DR)

Rencontres féministes.

Les rencontres féministes des 10 et 11 décembre ont réuni environ 80 militantEs venues de toutes les régions, dont beaucoup de jeunes camarades. Une première discussion a permis de faire ressortir les contradictions de la situation politique. Si les femmes sont les premières attaquées par la crise et les politiques d'austérité, si l'ordre moral gagne du terrain et que les luttes se font plutôt sur un fond de recul social, on constate aussi une vraie effervescence et un vrai renouveau sur un certain nombre de fronts, pour l'égalité, contre les violences ou sur les questions de sexualité par exemple. Dans ce contexte, l'intervention féministe du NPA est inégale selon les endroits et les possibilités locales mais plutôt multiple et variée: dans les cadres unitaires locaux ou nationaux, dans les associations ou les groupes plus radicaux là où c'est possible, dans les syndicats... Malheureusement cette activité a du mal à alimenter la politique générale du NPA et il faut bien constater

le manque de prise en compte des questions féministes par l'ensemble du NPA. L'activité féministe doit être reconnue comme une activité militante à part entière, l'intervention vers les milieux féminisés particulièrement précarisés, dominés et exploités doit être une préoccupation permanente. Une campagne anti-sexiste sera lancée dans l'ensemble du parti pour répondre à une augmentation des problèmes et des comportements sexistes malheureusement trop souvent constatés. Dans un contexte particulier marqué par une offensive législative sur la pénalisation des clients, une discussion sur la prostitution a permis d'adopter un texte de consensus prenant clairement position contre des politiques sécuritaires qui reviennent à criminaliser les prostituées sous prétexte de lutter contre le système prostitutionnel et de poser les bases d'une discussion qui doit se poursuivre. Un week-end de débats riches, vivants, souvent passionnés mais passionnants et qui ne font que commencer.

2012: les révolutions arabes et la Palestine toujours au programme!

Le week-end qu'a tenu la commission Moyen-Orient Palestine en décembre a permis de faire le point d'une année marquée par les soulèvements révolutionnaires arabes et l'espoir qu'ils ont fait naître. La question est bien sûr, pour les peuples de la région, qu'ils aient déjà réussi à se débarrasser des dictatures en place ou que celles-ci tiennent encore, de ne pas se faire voler leurs mouvements et que les régimes qui s'installent ne ruinent pas leurs aspirations sociales et anti-impérialistes. Pour la Palestine, nous sommes revenus sur les débats stratégiques qui traversent la résistance palestinienne. La bataille engagée par Mahmoud Abbas pour la reconnaissance de l'État de Palestine a permis de montrer le rejet du régime israélien par les peuples du monde mais aussi la solidarité du soutien que les pays impérialistes lui apportent. Le Hamas, s'il tire bénéfice de la libération de plus de 1 000 prisonniers en échange du

soldat franco-israélien Gilad Shalit, ne semble pas avoir lui non plus de projet stratégique crédible. Un temps a été consacré au réveil social en Israël. Face à l'ultralibéralisme du gouvernement Netanyahu, les « Indignés » israéliens ont voulu « éviter la politique », c'est-à-dire ignorer l'occupation, mais ils n'ont pu empêcher que s'expriment les Palestiniens d'Israël et les juifs orientaux contre les discriminations. Cependant, le chemin vers l'antisionisme est long. Nous avons aussi fait le bilan du mouvement de solidarité (Flottille de la liberté, premiers succès significatifs de la campagne BDS...). En 2012, nous devons prolonger la libération de Salah Hamouri dans une campagne pour la libération de tous les prisonniers (au moins 6 000 aujourd'hui), développer la campagne BDS notamment dans le domaine culturel et universitaire, et voir l'exigence dans les campagnes électorales d'une rupture complète du soutien français au sionisme.

S'abonner à Tout est à nous!

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CRÉANCIER:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel
et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur: 554755

Titulaire du compte

Nom:
Prénom:
Adresse:
Code postal:
Ville:
Mail:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT: CODE GUICHET:

N° DE COMPTE:

CLÉ RIB:

Date:

Signature:

Établissement teneur du compte

Banque:
Adresse:
Code postal:
Ville:

Par chèque, à l'ordre de: NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

- | | | |
|-----------------|--|---|
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 6 mois
28 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
56 euros |
| Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
22 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
44 euros |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
50 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
100 euros |

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- | | | |
|-----------------|--|--|
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 6 mois
20 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
40 euros |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
38 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
76 euros |

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail: diffusion.presse@npa2009.org



Emplois fictifs de la ville de Paris: Chirac enfin condamné! Jacques Chirac, fait rarissime pour un ancien chef d'État, vient enfin d'être condamné. La justice dans cette affaire aura fait traîner les choses au maximum... jusqu'à ce que l'ancien chef de la droite française, malade, et ne nourrissant plus aucune ambition politique, permette à toute la chiraquie de sortir de ce guépier, somme toute de la façon la moins désastreuse possible. Il a d'ailleurs été prudemment jugé bon de ne pas faire appel de la décision de justice. Car, excusez du peu, les chefs d'inculpation qui ont mené à une telle condamnation sont d'une extrême gravité: « détournements de biens publics », « abus de confiance ». L'affaire des emplois fictifs de la ville de Paris trouve certes son épilogue judiciaire, mais il reste aux journalistes et aux historiens à faire le bilan exhaustif de ce que furent ces années d'enrichissement personnel de barons de la chiraquie encore en fonction dans les rouages de l'État. François Hollande peut bien « avoir une pensée pour l'homme » et Eric Raoult « honte pour son pays », c'est toute la classe politique institutionnelle qui porte la responsabilité du rejet de la politique qu'engendrent les pratiques mafieuses de tels dirigeants, qu'ils soient membre de l'UMP ou du PS comme Guérini à Marseille. Happy end pour l'ancien président et désolé pour Didier Wampas, Chirac n'ira tout de même pas en prison!

« Des moyens pour soigner, pas pour entasser! » Mobilisation en psychiatrie à Rouen. À l'hôpital psychiatrique de Sotteville-lès-Rouen, on manque de plus en plus de lits pour accueillir les malades. La direction installe partout des lits supplémentaires, portant le nombre de patients accueillis à presque 600 pour une capacité normale de 550. Bien sûr, pas de renforcement du personnel ni d'ouverture de véritables chambres. Les patients sont simplement installés sur des lits de fortune, dans des pièces sans confort, avec le strict minimum d'attention que les équipes peuvent encore offrir. Après plusieurs assemblées générales, appelées par une intersyndicale CGT-CFDT, les personnels de l'établissement ont mené, le 16 décembre, une action gréviste consistant à bloquer les entrées de l'hôpital, pour empêcher de nouvelles admissions. De nombreux soignants ont participé à cette démarche symbolique pour commencer à se faire entendre de leur direction et de l'Agence régionale de santé. Au cours de cette journée de grève, un grand nombre d'entre eux ont investi en délégation le conseil de surveillance de l'établissement aux cris de « hôpital saturé, ça ne peut plus durer, ça va péter! » et « des moyens pour soigner, pas pour entasser! ». Au-delà de quelques engagements de l'ARS pour les mois à venir, rien de concret ne leur a pourtant été répondu. Le président du conseil de surveillance précisait que, s'il partageait le souci des grévistes pour la qualité des soins, les mesures de rigueur budgétaire ne permettraient sans doute pas d'amélioration notable de la

situation des hôpitaux psy dans l'immédiat, et qu'il fallait plutôt s'attendre à de nouvelles difficultés. Rendez-vous est donné à la rentrée pour remettre ça!

Manoir Industries: les travailleurs reprennent goût à la lutte! Les usines de Manoir Industries - Bar-sur-Aube, Bonzouville, Custines, Pîtres, Saint-Brieuc - produisent des fontes ou des aciers spéciaux, notamment pour la pétrochimie et le nucléaire. Les salaires pratiqués sont calés sur le minimum conventionnel. Depuis des années, les réajustements sont en dessous de l'inflation. Lors des négociations sur le salaire, la direction n'est venue qu'avec 0,5% d'augmentation collective et 0,75% individualisé. Les travailleurs l'ont pris comme du mépris: pas question d'accepter que la plus grosse enveloppe soit accordée à la tête du client, au bon vouloir des chefs. À Pîtres dans l'Eure, comme dans les autres usines, les travailleurs se sont mis en grève le 7 décembre à l'appel de tous les syndicats. Les palettes brûlent et les piquets s'installent. Après trois jours de lutte, un accord est conclu au niveau du groupe. La direction a lâché 2% d'augmentation en janvier, 0,5% en juin et une prime de 60 à 120 euros selon les sites. Mais à Bar, l'AG des ouvriers ne l'entend pas ainsi. Le compte n'y est pas! Cet accord ne règle pas les disparités entre les différentes usines. Eux, ils ont un 13^e mois et une prime de vacances inférieures à d'autres sites. Ils veulent l'équité par le haut avec une prime annuelle de 1200 euros pour reprendre le travail et poursuivre les négociations. À Pîtres ou à Bar, une chose est acquise: le sentiment général que la lutte paie et que Manoir Industries devra faire avec!

Victoire après six mois de lutte des urgences psychiatrique du CHU de Toulouse. L'Agence régionale de santé Midi-Pyrénées vient d'annoncer le financement de trois postes d'infirmiers de plus pour le service des urgences psychiatriques du CHU de Toulouse. Cela s'ajoute à la proposition du CHU de financer trois postes d'infirmiers supplémentaires. La principale revendication du mouvement des urgences psy est donc satisfaite: un infirmier H24 en plus dans le service. De plus, la demande d'augmentation de la prime de service a été validée et des financements pour une aide pour les tâches administratives et de bio-nettoyage ont été engagés. C'est une lutte exemplaire qui vient de se terminer par une victoire sans concession. Six mois de grève de la totalité du personnel (assigné à travailler par le CHU), deux rencontres avec l'ARS, une rencontre avec le ministère de la Santé et une avec le cabinet de la présidence de la République, mais

surtout de nombreux rassemblements, dynamiques et créatifs ont ponctué cette bataille soutenue par la CGT. Les agents de ce service ont mené une lutte déterminée contre les conséquences des restrictions budgétaires mais aussi de la réforme des soins sans consentement. C'est essentiellement l'épuisement qui leur est devenu inacceptable, cette sensation d'échec professionnel car la charge de travail est telle que le soin correct est impossible. Cet événement prouve que contre l'hôpital-entreprise et les projets de privatisation, la mobilisation gréviste

massive qui ne lâche rien paye toujours. Ces « héros du quotidien » montrent la voie. Comme eux, refusons la fatalité et l'austérité!

Montbéliard: le Front comtois fait interdire un concert de ZEP mais se trouve condamné par la justice. Un collectif d'associations, de syndicats et de partis politiques ayant porté plainte contre le Front comtois pour incitation à la haine raciale, Gaëtan Perret, son président s'est vu infliger une amende de 3000 euros, plus 150 euros par partie civile. Cette victoire est symbolique au regard des méfaits de ce groupuscule d'extrême droite. Fondé en 2009 à l'initiative d'anciens cadres des jeunes identitaires séquanes et de militants néonazis, le Front comtois sert de locomotive à toute une série de groupuscules radicaux. « *Combattre et servir la race blanche* » est leur idéal commun. Sur leur site, des publications sur le négationnisme, les immigrés, l'islamophobie, les valeurs fascistes... Depuis un an, le Front comtois multiplie les attaques (perturbations des cercles de silence, manif contre le droit à l'avortement...). Leur dernier succès est d'avoir réussi à faire annuler le concert antiraciste avec ZEP,

programmé la veille du procès, le 7 décembre, par le collectif antifa. Le maire PS d'Audincourt a cédé à leur pression et a refusé la salle au dernier moment. C'est dans l'unité que nous pourrions lutter contre les idées nauséabondes de ces groupuscules.

Les ruraux ne sont pas des bœufs! Les zones rurales se transforment peu à peu en déserts médicaux avec la fermeture des hôpitaux, des dispensaires et les rythmes d'enfer qui découragent l'installation de nouveaux médecins. Pour résoudre cette cruelle question, à Dijon, Françoise Tenebaum, adjointe de Rebsamen (PS) et déléguée à la santé, vient d'avoir une idée qu'elle qualifie elle-même de « révolutionnaire »: faire intervenir les vétérinaires dans les zones rurales qui manquent de médecins! Elle assure avoir déjà parlé de son projet au Conseil de l'Ordre des médecins, à l'Agence régionale de santé et à quelques vétérinaires... « *Vache qui vèle et femme qui accouche* » sous-titre le journal local, *Le Bien public*: on retourne à Zola?... Il faut faire ravalier sa salive à cette volaille de poulailler d'acajou!

SOUSCRIPTION 2011, POUR UN « RÉVEILLON BANCAIRE »

FAIRE UN DON AU NPA, CE N'EST PAS DEVENIR MILITANT DU NPA

C'est considérer que notre parti tient une place et articule un discours nécessaire dans le champ social et politique. C'est considérer que notre action est indispensable pour favoriser, relayer, populariser, organiser les luttes de tous ceux et toutes celles qui refusent la société capitaliste, mais aussi proposer un projet, un programme, une perspective politique. Ce n'est pas considérer que le NPA est à lui seul la réponse mais qu'il est une composante de l'équation sociale et politique actuelle pour virer Sarkozy d'abord, et plus si affinités!

FAIRE UN DON AU NPA, C'EST PROFITER D'UNE NICHE FISCALE!

Eh oui, certaines ne sont pas réservées aux riches. Pour 100 euros donnés, 66 vous seront remboursés en septembre 2012 sous forme de crédit d'impôt sur le revenu. Alors oui, il faut les avancer. Mais ils reviendront. Cette année, ce que nous devons récolter correspond à 30% du budget de notre parti pour 2012! Cette souscription est donc vitale, ni plus ni moins.

FAIRE UN DON AU NPA, C'EST NOUS PERMETTRE DE CONTINUER DE LUTTER AU MIEUX...

...contre les capitalistes qui veulent nous faire payer leurs crises économique et écologique en nous divisant sur des bases ethniques, religieuses, nationales, culturelles, générationnelles, sexuelles, professionnelles, en faisant reculer tous nos acquis et droits sociaux, sans parler des libertés démocratiques fondamentales. C'est nous permettre d'intervenir dans tous les champs thématiques et sectoriels de la lutte de classe. Le NPA se bat avec tous les exploités. Ces luttes, elles sont certainement les vôtres, chaque jour, dans votre travail, votre entourage, votre association, votre syndicat. Nous défendons le même camp social, sans pour autant militer dans la même organisation. Nous soutenir, c'est une pierre de plus dans le combat.

EXAUCER NOS VŒUX!

Grâce à votre générosité militante, quelques camarades vivront le meilleur réveillon de leur vie. Des nuits entières, ils encaisseront des chèques, éditeront des bordereaux fiscaux, feront des photocopies, classeront des papiers. Ces camarades vous remercient d'avance de les exempter d'un énième réveillon frelaté en famille, ou d'un « super plan » chez l'ami d'un ami qui a vu l'homme qui a vu l'homme qui a... etc. Il ne vous reste que quelques jours pour exaucer nos vœux d'un « réveillon bancaire ». Alors souscrivez sur notre site ou envoyez vos chèques avant le 31 décembre.

Sylvain (Paris), Pierre Baton, Frédéric Borrás

Pour souscrire, remplissez et renvoyez-nous le coupon ci-dessous, ou rendez-vous sur le site du NPA, www.npa2009.org/souscription, c'est facile, rapide et sans risques...

SOUSCRIPTION 2011

NOM
 PRÉNOM
 ADRESSE
 CODE POSTAL VILLE

MONTANT € Chèque à l'ordre de « NPA souscription »
 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex

www.npa2009.org



Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant dans la limite de 20% du revenu imposable.
 Association de financement « NPA souscription » - 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex
 - Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA -

TOUT est à nous!
 hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
 Rédaction: 01 48 70 42 27
 Diffusion: 01 48 70 42 31
 Administration: 01 48 70 42 28
 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
 Mail: redaction@npa2009.org
 Numéro ISSN: 1969-8178
 Commission paritaire: 0414 P 11508
 Tirage: 6 500 exemplaires
 Société éditrice: Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
 SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
 Gérant et directeur de publication:
 François Coustal
 Impression:
 Rotographie, Montreuil-sous-Bois
 Tél.: 01 48 70 42 22
 Fax: 01 48 59 23 28
 mail: rototimp@wanadoo.fr
 IMPRIM'VERT®